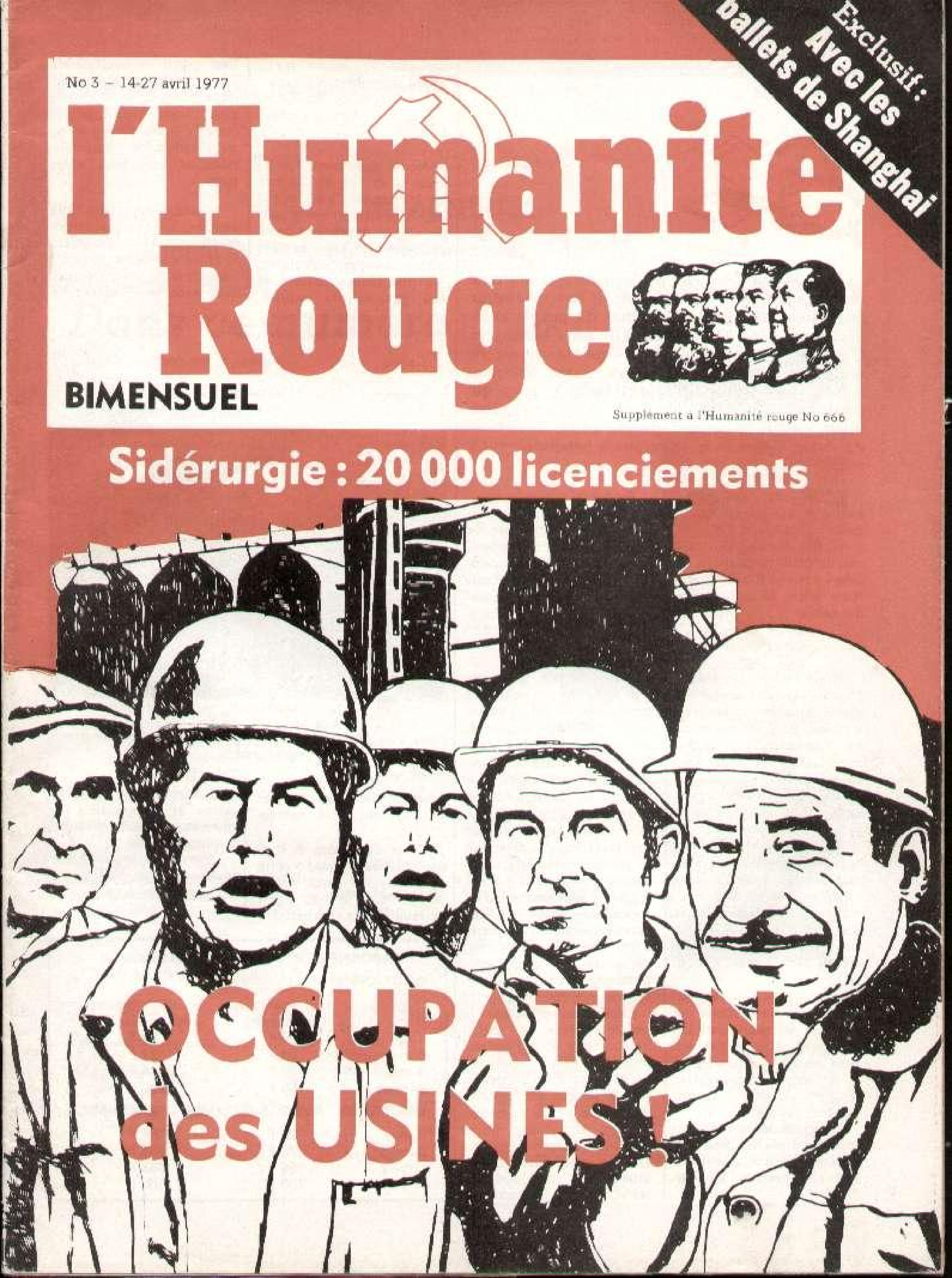

Exclusif : Avec les ballets de Shanghai
No 3 – 14-27 avril 1977
l'Humanite Rouge
BIMENSUEL
Supplément a l'Humanité rouge No 666
Sidérurgie : 20 000 licenciements
OCCUPATION des USINES !



Les lecteurs ont la parole

Ce bimensuel n'est l'œuvre ni de spécialistes ni de journalistes en mal de copie. Il se veut être un instrument au service des luttes du peuple et de la classe ouvrière. Il doit donc être *votre* bimensuel. C'est dire toute l'importance que le comité de rédaction attache à vos lettres, à vos critiques, à vos suggestions, à l'apport de tous ceux qui participent à la lutte de classe. Un courrier nombreux fera du bimensuel quelque chose de riche et de vivant. *Alors nous gagnerons la bataille de notre presse !*

L'importance des événements en Afrique et notamment au Zaïre (voir page 13), nous fait donner l'exclusivité de cette chronique à de larges extraits d'une chaleureuse lettre de nos camarades zaïrois :

Chers camarades,

Nous vous présentons nos chaleureuses salutations révolutionnaires et vous remercions de la dénonciation de l'agression du social-impérialisme au Zaïre dans votre journal.

Les ambitions du social-impérialisme sont de plus en plus démesurées et la rivalité qui l'oppose à l'autre superpuissance s'aiguise avec âpreté. Leur convoitise pour l'Afrique pousse les nouveaux tsars soviétiques dans une frénétique expansion en vue d'étendre leur hégémonie sur cette partie du monde.

Hier, c'était l'Angola, aujourd'hui il lance contre notre pays les gendarmes katangais dont les fidèles services rendus au colonialisme et à l'impérialisme restent toujours présents à l'esprit de notre peuple.

Le social-impérialisme les appelle «armée de libération» et leur agression à son service «soulèvement au Sud-Zaïre».

Profitant des mécontentements du peuple zaïrois vis à vis de l'oppression de l'impérialisme et du fardeau que lui impose la crise capitaliste de ce système, il croit venu enfin l'heure de transformer le Zaïre en sa colonie où il lui sera possible de dicter sa loi.

La résistance spontanée que notre peuple oppose à cette agression est un événement que nous saluons et soutenons sans réserve. Au-delà des actions et manifestations antisocial-impérialistes au Zaïre même et à l'étranger, nous, marxistes-léninistes, nous sommes persuadés qu'une véritable et résolue mobilisation populaire doit aboutir à armer le peuple, seul garant de l'indépendance et de la souveraineté nationales, à le doter d'une direction prolétarienne, d'une avant-garde prolétarienne, à s'engager à résoudre correctement cette contradiction opposant le peuple zaïrois au social-impérialisme et qui devient principale et à s'opposer au social-impérialisme, par un travail patient d'éducation, d'agitation et de propagande, un front des forces révolutionnaires des ouvriers et des paysans ainsi que des intellectuels révolutionnaires et de tous les patriotes, de quelque milieu qu'ils soient, intéressés à poursuivre la lutte de libération nationale contre cet ennemi.

Nous apprécions hautement le soutien et l'apport de la grande Chine populaire à la lutte de notre peuple. Nous apprécions aussi le soutien de tous les pays authentiquement socialistes, des marxistes-léninistes et des peuples du monde,



Dans une province du Zaïre, meeting de masse contre le social-impérialisme. (Sipa-Press).

principalement les peuples et pays du tiers monde.

Nous dénonçons et condamnons avec énergie cette agression que nous entendons combattre sans esprit de recul. Nous combattrons tout esprit de capitulation vis-à-vis de l'ennemi social-impérialiste dont la rivalité avec l'autre superpuissance conduit aujourd'hui à agresser, contre le plus élémentaire bon sens, notre pays.

L'avenir appartient aux peuples, et quelque féroce et épouvantable que paraisse le tigre social-impérialiste soviétique, le peuple zaïrois, avec tous les peuples africains dressés contre l'exploitation et l'oppression, ne manqueront pas de lui régler son compte.

Des marxistes-léninistes zaïrois, lecteurs de votre journal.

ABONNEMENTS A L'HUMANITE ROUGE

QUOTIDIEN

	Pli ouvert (sous bande)	Pli fermé (sous enveloppe)
1 mois	20 F	44 F
3 mois	60 F	132 F
6 mois	120 F	264 F
Soutien	150 F	300 F

QUOTIDIEN AVEC SUPPLEMENT BIMENSUEL

1 mois	26 F	54 F
3 mois	78 F	164 F
6 mois	156 F	368 F
Soutien	200 F	400 F

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

Dans ce numéro

Afrique : Entretien avec la ZANU (p. 11)





Corse : Solidarité paysanne (p. 21)

Entretien avec les Ballets de Shanghai (p. 27)



L'Humanité rouge
BP 61
75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226 72 La Source
Commission paritaire No 57952

Directeur politique Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* Henri Jour. *Rédacteurs* Michel Bataille, Annie Brunel, Léon Cladel, André Colère, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Laforge, Guy Le Breton, Philippe Leclerq, Fernand Lenoir, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaire de rédaction* Claude Lina. *Maquettiste* Alexis Vert. *Dessinateur* Silvestre. *Illustration* Jean-Luc Boyer. *Administration* Arthur Lepuy, Henri Bernard. *Imprimerie La Nouvelle*. **Directrice de publication Suzanne Marty**

Il est toujours bon de connaître ceux que la bourgeoisie a choisis pour mener sa barque. Voyons donc qui ils sont à travers quelques uns des spécimens les plus marquants du nouveau gouvernement.

Un brochette de banquiers et d'exploiteurs

Taittinger : tel père, tel fils

Secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, Pierre Christian Taittinger est issu d'une famille surtout connue pour le nom qu'elle a donné à une marque de champagne. Son père fut l'un des fondateurs du groupe fasciste «Jeunesses patriotes».

Sous l'occupation nazie, il fut président du groupe du conseil municipal de Paris. Emprisonné à la libération, il s'en tira à bon compte et put reprendre tout à son aise ses activités de capitaliste : il fut PDG d'une vingtaine de sociétés contrôlées par la banque Worms. Le fils a pris la suite du papa et est président de la société du grand hôtel de la rive-gauche, l'Hôtel Lutécia ainsi que de l'Hôtel Concorde-Lafayette. Il est également administrateur de la société de champagne qui porte son nom ainsi que de la banque de l'Union occidentale et de Ripolin-Georget-Freitag. Quelqu'un de très occupé comme on voit.

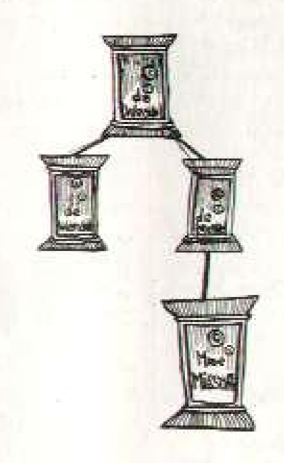


Missoffe : de Wendel et Cie

Hélène Missoffe, secrétaire d'État auprès du ministre de la santé et de la Sécurité sociale est l'héritière d'une de ces familles qui depuis des decennies se sont enrichies de la sueur et du sang de plusieurs générations de travailleurs : les De Wendel.

Elle est la fille du comte Emmanuel de Mitry, l'un des principaux administrateurs du groupe sidérurgique de Wendel, et de Marguerite de Wendel.

La famille de Wendel est devenue l'une des principales familles de politiciens bourgeois de notre pays. Debré ainsi que l'ex-secrétaire général de l'UDR, Guéna, en sont membres. Son mari, qui fut ministre et ambassadeur est PDG des sociétés «Japon Investissements» et «Japan Pacific fund». On peut être sûrs que les travailleurs seront soignés par cette dame du «grand monde».



Bonnet : le roi de la conserve

Le nouveau ministre de l'Intérieur, Christian Bonnet, a été directeur de plusieurs grosses sociétés de conserve dont «les grandes marques de conserve».

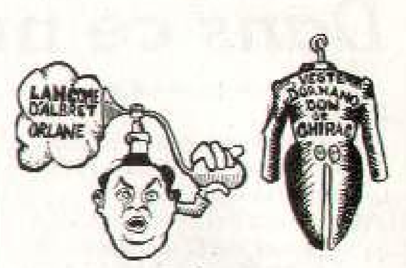
A ce titre, il fut délégué du conseil supérieur de la conserve. Il fut également un chaud partisan de l'Algérie française aux côtés du fasciste Georges Bidault.

Fourcade : au service des banquiers

Après avoir été durant dix ans dans le cabinet de Giscard d'Estaing au ministère des finances, Fourcade devenait en 1970 PDG de la première banque privée française, le Crédit industriel et commercial (CIC). Comme il est courant en système capitaliste classique, le banquier est devenu ministre des finances comme on s'en souvient.

D'ornano : appelez-moi M. le Comte

Le Comte d'Ornano, surtout connu pour ses récents déboiresà Paris, et qui est aujourd'hui ministre de la culture et de l'environnement, a établi sa carrière sur l'exploitation des femmes travailleuses. La famille est propriétaire des parfums Lancôme et de la société Jean d'Albret Orlane. Le père du ministre est également propriétaire d'un important élevage de chevaux pur-sang.



Médecin : de droles de fréquentations...

Désigné à nouveau comme secrétaire d'État au tourisme, Jacques Médecin a fait main-basse sur Nice. Sous son règne, cette ville est devenue un haut-lieu des activités fascistes. Diverses réunions internationales noires s'y sont tenues. Dernièrement, le nom du secrétaire d'État a été largement cité dans l'affaire du hold-up de la Société générale de Nice.

Spaggiari, le cerveau du coup, aujourd'hui «en cavale» était devenu membre des «Républicains indépendants» avec la recommandation de Médecin. Un de ses autres bons amis cherche aujourd'hui à faire main-basse sur le commerce des tripots français, avec des méthodes dignes de la mafia.



Dominati : un vieux copain de Le Pen

Devenu secrétaire d'État auprès du premier ministre, Jacques Dominati était en 1956 membre de l'organisation fasciste «Front national des combattants» que dirigea Le Pen.

Par la suite, il fut un ardent partisan de l'OAS. En 1960, il était l'un des dirigeants du Front national pour l'Algérie française.

André Colère

1er MAI 1977

Journée d'unité et de lutte

En France, cette année, le premier Mai sera l'occasion d'exprimer avec force et résolution la volonté de changement qui anime profondément les rangs des ouvriers, des petits paysans, des intellectuels d'avant-garde, des masses populaires aux premiers rangs desquelles la vague montante des jeunes.

Parmi les millions d'électeurs qui ont voté au dernier scrutin municipal pour balayer les réactionnaires, de plus en plus nombreux sont ceux qui ont conscience que l'Union de la gauche ne répondra pas en définitive à leurs espérances, à leurs aspirations profondes. Ils ont d'abord voulu *«battre la droite»*, mais ils comprennent qu'il leur faudra aussi *«battre la gauche»* pour parvenir à imposer de véritables changements.

Ce n'est pas en effet avec de simples réformes que l'on fera reculer les banquiers, les patrons, les grands propriétaires fonciers. Et les quelques nationalisations promises par le *« Programme commun»* (remis en question par tous ses partenaires, mais de façons opposées) ne conduiront nullement à détruire l'État capitaliste que détiennent et continueront à détenir les monopoles. Ces projets de nationalisations ne sont-ils pas d'ailleurs, d'ores et déjà, une sucette de discorde entre Marchais et Mitterrand ?

La vérité, comme en 1936 ou 1945, c'est que ces politiciens de gauche, s'ils arrivent au pouvoir, assureront la gestion bourgeoise du capitalisme. Réformisme et révisionnisme sont les mamelles qu'utilise la bourgeoisie pour tromper les travailleurs.

La vérité, c'est aussi que les exploités des usines, des chantiers, des bureaux, des villes comme des campagnes, en ont assez, plus qu'assez de ce régime. Un régime qui les vole, les épuise, les méprise, dans lequel les riches ne cessent de s'engraisser de leur sueur et de leur sang. Un régime qui jette sur le pavé près d'un million et demi de chômeurs, qui organise lui-même la hausse des prix. Un régime qui entretient le racisme et la division entre ses esclaves salariés. Un régime qui tabasse, expulse, assassine nos frères immigrés. Un régime qui poursuit ses crimes colonialistes en Guadeloupe, à la Martinique, à la Réunion et dans nombre d'autres pays. Un régime qui n'offre rien d'autre aux jeunes qu'un univers d'abrutissement, d'ennui et d'injustice. Un régime qui laisse mourir les vieillards dans la plus noire misère et qui ne prend aucune mesure sérieuse en faveur des handicapés...

La colère qui monte doit pouvoir s'exprimer *massivement* le premier Mai prochain. Et comme ce ne sont pas les politiciens de la *«gauche»* qui sont prêts à en assumer la manifestation, bien au contraire, cette tâche revient aux véritables communistes qui restent fidèles aux principes du marxisme-léninisme. A l'heure où nous écrivons ces lignes, les dispositions concrètes prévoyant les manifestations communes organisées par les Communistes marxistes-léninistes de France et le Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) ne sont pas encore connues. Mais un accord de principe est déjà réalisé quant à la nécessité d'agir ensemble.

Les manifestations du premier Mai 1977, tant à Paris qu'en province, revêtiront une importance historique dans la mesure où les militants marxistes-léninistes se réclamant de la pensée maotsétoung seront parvenus à réaliser leur unité dans l'action. Entre leurs directions certes, mais aussi entre leurs bases respectives, ce qui ne met nullement en cause, au contraire, la discipline de Parti des uns et des autres.

La classe ouvrière et les masses populaires aspirent de plus en plus à disposer d'un *Parti marxiste-léniniste unique*, et se réjouissent déjà des premiers résultats encourageants constitués par les récentes manifestations communes et unitaires.

Le premier Mai 1977 sera aussi l'occasion d'associer étroitement travailleurs français et immigrés. Les marxistes-léninistes auront notamment pour tâche internationaliste et révolutionnaire d'assurer de leur indéfectible soutien les courageux grévistes des foyers-prisonsde la Sonacotra.

Il va sans dire enfin que toutes les organisations qui soutiennent des luttes conséquentes contre l'hégémonisme, l'impérialisme français et les deux superpuissances impérialistes, auront leur place dans ces manifestations. A cet égard, une place importante sera réservée à la campagne décidée entre nous et le PCR(ml) contre la mystification de la détente en Europe, contre la venue annoncée de Brejnev en France, contre la nouvelle farce prévue à Belgrade pour prolonger celle d'Helsinki.

Le premier Mai 1977, dans toute la France, les communistes marxistes-léninistes, étroitement liés aux masses ouvrières et populaires, feront entendre plus fort que jamais leurs mots d'ordre : *«Non à tout licenciement ! Du travail pour tous !» – «Non à l'augmentation des prix ! Imposons celle des salaires !» – «Travailleurs français et immigrés, même travail, mêmes droits !» – «A bas le colonialisme français !» – «Ni plan Barre, ni Programme commun !» – «Ni bourgeoisie de droite, ni bourgeoisie de gauche !» – «A bas l'hégémonisme et les deux superpuissances !» – «Non à la fausse détente en Europe !» – «Belgrade comme Helsinki, tromperie des peuples !» – «Vigilance face au social-impérialisme russe, danger principal en Europe !» – «Agresseurs soviétiques et Cubains, hors d'Afrique !» – «L'Afrique aux Africains !».*

Nous ne doutons pas qu'à ces mots d'ordre qui n'ont pas encore été arrêtés en commun avec le PCR (ml), les masses en lutte en ajouteront de nombreux autres allant dans le même sens, c'est-à-dire dans le sens de *«la lutte de classe»*, dans *«l'union à la base et dans l'action»*, *«tous ensemble et en même temps»* !

VIVE LE PREMIER MAI 1977, JOURNEE D'UNITE ET DE LUTTE EN FRANCE COMME DANS LE MONDE ENTIER !

Jacques Jurquet

«Réactualisation du Programme commun»

Ce que veut Marchais

Lors de la réunion du comité central du PCF qui s'est tenue fin mars, Marchais réclamait une «actualisation du Programme commun». Qu'est-ce que cela signifie ?

Ce n'est sans doute pas un hasard si c'est au lendemain-même des élections municipales que les dirigeants du PCF mettent la question sur le tapis.

Ils estiment les conditions réunies pour obtenir certaines concessions de la part du PS. L'évolution de la crise capitaliste, ainsi que les obscurités du Programme commun avaient permis ces derniers temps au PS de développer ses propres conceptions sur différentes questions, notamment celle des nationalisations. Il cherchait ainsi à donner au Programme commun sa propre interprétation. Aujourd'hui, à un an et peut-être moins des élections législatives, les dirigeants du PCF veulent amener le PS à s'engager sur des positions précises, de façon à ce qu'il ait moins de latitude pour faire cavalier seul.

Il s'agit également pour eux de redonner vie à ce qui pour de nombreux travailleurs est devenu un texte défraichi. La tactique du PCF, misant sur les divisions internes du PS, est de faire le forcing pour tenter de marquer des points. A ce sujet, l'un des dirigeants de la minorité du PS, le CERES, Chevènement déclarait : *«Si au prochain congrès le fossé entre nous et la tendance majoritaire devait s'élargir encore, je pense que cela finirait par modifier profondément le rapport des forces au sein de la gauche, au profit du parti communiste.»*

Que veut obtenir Marchais ?

D'abord une extension des nationalisations. Dans son rapport, il mentionnait notamment la sidérurgie, l'automobile et le pétrole. En ce qui concerne le pouvoir dans l'entreprise, il demande également d'apporter des modifications. On touche là à l'un des points de contradiction entre le PCF et le PS. Tandis que le second veut maintenir la suprématie des monopoles privés, le premier veut étendre le contrôle de l'État et de la bureaucratie syndicale.

En ce qui concerne la situation internationale, Marchais qui ne manque pas d'aplomb, affirmait également : *«Les progrès de la détente, la tenue de la conférence d'Helsinki, rendent nécessaires et possibles de nouvelles initiatives pacifiques d'un gouvernement de la gauche...»* Parler de progrès de la détente alors que la rivalité URSS-USA apparaît de plus en plus à visage découvert avec le récent échec des négociations à Moscou, alors que l'URSS se livre à une agression de grande envergure contre le Zaïre et multiplie les manœuvres en Afrique, c'est vraiment prendre les gens pour des aveugles. De quelles initiatives Marchais veut-il parler ? On l'ignore , mais ce qui est certain, c'est que camouflées derrière l'enseigne de la «détente», elles ne peuvent qu'être contraires à l'indépendance nationale.

De son côté, devant ce même comité central, Fiterman laissait percer l'inquiétude des dirigeants du PCF en déclarant : *«la gauche sera confrontée à la situation difficile du pays... Elle devra répondre aux exigences légitimes des masses populaires.»* Parmi les mesures d'actualisation on peut être sûr que ces messieurs, avec l'appui de la direction de la CGT, vont réfléchir à la façon de faire «retrousser les manches» aux travailleurs.

Fiterman devait également rappeler la conception qu'ont du Programme commun les dirigeants du PCF. *«Le pays, déclarait-il, a besoin d'un nouveau type de croissance qui ne repose plus sur la recherche acharnée du profit monopoliste comme seul critère de l'activité.»*

Si ce n'est plus le seul critère , quels seront les autres ? Et comment peut-on donc envisager une société capitaliste où le profit ne soit plus le seul critère ? En vérité, par ce vocabulaire, les dirigeants du PCF cherchent à dissimuler que le profit restera le moteur de leur société.

Simplement, ce sont de nouveaux patrons qui l'empocheront. Et c'est bien parce que de plus en plus de travailleurs sont conscients de cela, que les dirigeants du PCF vont multiplier les promesses afin d'essayer de les entrainer derrière eux dans leurs rivalités avec les partis bourgeois concurrents.

André Colère



Lénine sur l'Etat capitaliste :

«...son pouvoir ne peut être ébranlé par *aucun* changement de personnes, d'institutions ou de partis dans la république démocratique bourgeoise»



A l'heure où les bourgeois «de droite» comme de «gauche» dans notre pays cherchent à polariser l'attention de la classe ouvrière et du peuple sur les élections et veulent créer l'illusion d'un changement possible de leur sort par la voie réformiste – train de réformes de Giscard ou Programme commun de la fausse gauche – à l'heure enfin où la majorité effectue une pitoyable «opération ravalement» de son gouvernement, il est utile de réétudier les brillants enseignements de Lénine sur la nature de l'Etat capitaliste, dictature de la bourgoisie.

Dans «L'Etat et la Révolution», voilà comment il analyse ces questions :

«Dans la république démocratique, – poursuit Engels –«la richesse exerce son pouvoir d'une façon indirecte, mais d'autant plus sûre», à savoir : premièrement, par la «corruption directe des fonctionnaires» (Amérique) ; deuxiemement, par l'«alliance du gouvernement et de la Bourse» (France et Amérique).

»Aujourd'hui, dans les républiques démocratiques, quelles qu'elles soient, l'impérialisme et la domination des banques ont «développé», jusqu'à en faire un art peu commun, ces deux moyens de défendre et de mettre en œuvre la toute-puissance de la richesse. Si, par exemple, dès les premiers mois de la république démocratique de Russie, pendant la lune de miel, pourrait-on dire, du mariage des «socialistes» – socialistes révolutionnaires et menchéviks – avec la bourgeoisie au sein du gouvernement de coalition, M. Paltchinski a saboté toutes les mesures visant à juguler les capitalistes et à réfréner leurs exactions, leur mise au pillage du Trésor par le biais des fournitures militaires ; et si ensuite M. Paltchinski, sorti du ministère (et remplacé naturellement par un autre Paltchinski, tout pareil), est «gratifié» par les capitalistes d'une sinécure comportant un traitement de 120 000 roubles par an, qu'est-ce donc que cela ? De la corruption directe ou indirecte ? Une alliance du gouvernement avec les syndicats capitalistes, ou «seulement» des relations amicales ? Quel rôle jouent les Tchernov et les Tsérétéli, les Avksentiev et les Skobélev ? Sont-ils les alliés «directs» ou seulement indirects des millionnaires dilapidateurs des deniers publics ?

»La toute puissance de la «richesse» est *plus sûre* en république démocratique, parce qu'elle ne dépend pas des défauts de l'enveloppe politique du capitalisme. La république démocratique est la meilleure forme politique possible du capitalisme ; aussi bien le Capital, après s'en être emparé (par l'entremise des Paltchinski, Tchernov, Tsérétéli et Cie), asseoit son pouvoir si solidement, si sûrement, que celui-ci ne peut être ébranlé par *aucun* changement de personnes, d'institutions ou de partis dans la république démocratique bourgeoise.

»Il faut noter encore qu'Engels est tout à fait catégorique lorsqu'il qualifie le suffrage universel d'instrument de domination de la bourgeoisie. Le suffrage universel, dit-il, tenant manifestement compte de la longue expérience de la social-démocratie allemande, est :

"...l'indice qui permet de mesurer la maturité de la classe ouvrière. Il ne peut être rien de plus, il ne sera jamais rien de plus dans l'Etat actuel".

»Les démocrates petits-bourgeois tels que nos socialistes-révolutionnaires et nos menchéviks, de même que leurs frères jumeaux, tous les social-chauvins et opportunistes de l'Europe occidentale, attendent précisément quelque chose «de plus» du suffrage universel. Ils partagent eux-mêmes et inculquent au peuple cette idée fausse que le suffrage universel, «dans l'*état actuel*», est capable de traduire réellement la volonté de la majorité des travailleurs et d'en assurer l'accomplissement».



Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires tentaient d'arrêter la Révolution (caricature de Deni).

32 00 licenciements à Usinor Thionville

L'heure est à la riposte!

De notre envoyé spécial

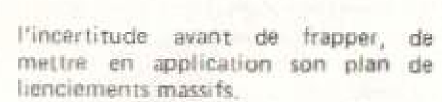
Usinor-Thionville, c'est d'abord 4 000 travailleurs, vivant pour un bon nombre d'entre eux au rythme infernal des 3X8, parmi lesquels environ 700 travailleurs immigrés, arabes en particulier. Usinor, c'était aussi, jusqu'à ces dernières années, l'usine où l'on travaillait de père en fils. Les choses semblaient être faites pour durer ainsi. La sidérurgie avait toujours embauché, pourquoi ça ne continuerait pas ? Aussi lorsqu'à la fin du mois de mars, la direction a annoncé la fermeture de l'usine, ce fut d'abord la stupeur.

La direction préparait son coup depuis déjà longtemps pourtant. Son objectif était clair: liquider Thionville pour concentrer la production dans l'usine plus moderne de Longwy. Dès Noël, les menaces avaient commencé du côté de la direction. Elle encourageait les départs de travailleurs dans d'autres usines du groupe. En février, elle se faisait plus précise.

Cynisme et menaces

Dans une note au personnel, la direction n'hésitait pas à affirmer : «toute personne d'un service, menacé ou non, qui par son refus d'envisager une telle mutation ne l'accepterait pas, contribuerait à augmenter de facto les risques de licenciements dans l'usine. Il serait regrettable que certaines réticences, naturelles ou provoquées, se traduisent en fin de compte par des licenciements qui auraient pu être aussi évités». En somme, si un jour des licenciements devaient avoir lieu, les travailleurs n'auraient qu'à s'en prendre à eux-mêmes! Toujours au mois de février, elle montait d'un cran. Dans une nouvelle note, elle affirmait : «Pratiquement, toute personne qui refuserait une fonction analogue à la sienne dans une autre usine, recevrait une lettre constatant ce refus, et si, ultérieurement sa fonction était supprimée ici, elle aurait alors toutes les chances d'être licenciée en priorité». En voulant contraindre les travailleurs à des déportations baptisées «mutations», la direction voulait d'une part faire croire que des licenciements pourraient ainsi être évités, d'autre part créer parmi les travailleurs une ambiance de sauve qui peut qui aurait permis d'établir la division et facilité les licenciements.

A cette époque, la direction déclarait qu'il pourrait y avoir soit 200 , soit 2 500, soit 1 900 licenciements. Elle faisait ainsi régner



l'incertitude avant de frapper, de mettre en application son plan de licenciements massifs.

Et le premier avril, la nouvelle tombait : l'usine allait fermer, sauf un secteur. 3 200 licenciements devaient avoir lieu d'ici le mois de juin! Un grand nombre de travailleurs doivent être licenciés purement et simplement; d'autres, âgés de 56 ans et huit mois, mis en «cessation d'activité»; d'autres encore contraints à la déportation vers Fos, Dunkerque ou bien Longwy soit 2 heures de transport par jour après une journée de travail harassant. Autrement dit : soit la misère soit s'en aller. Dans plusieurs milliers de familles, l'angoisse s'installait. Sans compter que pour de nombreux travailleurs d'usines sous-traitantes, la fermeture d'Usinor cela signifie également les licenciements. Parmi les premiers visés, les travailleurs immigrés.



Durs en paroles... traitres en actes

Comment les directions syndicales allaient-elles réagir face à cela? Si l'on devait s'en tenir aux paroles, on pourrait croire que la direction de la CGT est bien décidée à s'opposer aux licenciements. Dans un tract, elle s'en prend à ce qu'elle appelle des «méthodes de truands pour liquider du personnel». Face à la colère encore contenue de milliers de travailleurs, il faut bien se donner des airs. Mais dans les actes...

Alors que la riposte efficace aux licenciements s'impose par l'occupation de l'usine, que disent les patrons de la CGT? *«On ira jusqu'à occuper l'usine si les patrons commencent à la démonter».* Ce qui en clair signifie le refus de l'occupation de l'usine... Car les patrons ne vont évidemment pas commencer à démonter l'usine avant que les licenciements n'aient eu lieu. D'ailleurs, dans les conversations, certains responsables de la CGT ne cachent pas leur opposition à l'occupation en affirmant «occuper l'usine, les patrons n'attendent que ça».

Par ailleurs, alors que la direction multiplie les incitations au départ, ces messieurs laissent faire.

Depuis 3 semaines, des négociations sont engagées avec les patrons sur le «volet social» des licenciements, ce qui en clair signifie qu'ils sont en train de négocier à quelle sauce les travailleurs vont être jetés à la rue.

Enfin et ce n'est pas le moins ignoble, ils se gardent bien d'impulser la moindre solidarité entre les travailleurs français et immigrés. Alors que les immigrés sont les plus menacés, pas une seule intervention n'a eu lieu à leur sujet. Et quand il y en a, dans la bouche de certains délégués CGT d'autres boites, c'est des propos du genre «si les immigrés rentrent, il y aura du boulot». Cet isolement est entretenu par les responsables CGT à un moment où des bandes fascistes lancent des appels du genre «Femmes et immigrés dehors».

Pour les patrons de la CGT, une seule préoccupation : maintenir leur contrôle. Pour cela, tous les moyens sont bons. Les travailleurs sont privés de tout moyen de pouvoir se faire entendre. Ils n'ont pas droit à la parole. Lors des assemblées générales, le micro est monopolisé par les responsables CGT.

Mais, c'est surtout le 5 avril dernier qu'ils ont montré pleinement leur crainte de voir les travailleurs passer à l'action. Alors qu'un meeting devait avoir lieu dans la cour de l'usine, la direction avait fait installer une chaine pour interdire l'entrée de l'usine. Tandis que des travailleurs voulaient faire sauter la chaine pour pénétrer dans l'usine, les dirigeants CGT se sont mis devant et ont protégé les chaines, mettant en garde contre les «provocateurs». Le directeur qui pouvait voir la scène d'une fenêtre constatait ainsi qu'il pouvait être rassuré... Les chefs CGT veillaient.

Quant aux cadres de la CGC, qui chaque jour font aux travailleurs la démonstration de leur dévouement de chien de garde de la direction, ils pouvaient ainsi goûter aux délices de «l'unité intersyndicale». Quant à la CFDT, elle suit, fidèle aux traditions de la CFTC d'hier.



Les jeunes travailleurs affirment leur volonté d'engager une lutte réelle. Quant aux anciens, ils se souviennent des dures luttes de 1967.

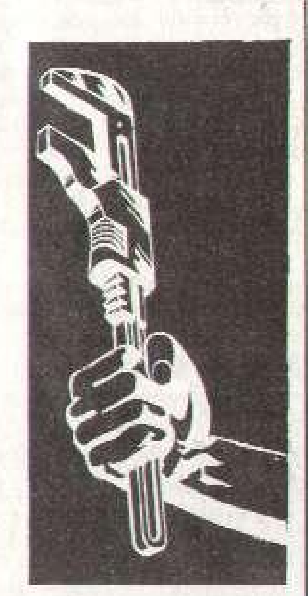
Tout en sabotant très concrètement la lutte, les dirigeants du PCF et de la CGT promettent une solution... avec la nationalisation. De grèves de 2 heures en rassemblements sans lendemain, ils voudraient que les travailleurs attendent patiemment les législatives. Et d'ici le mois de juin, les licenciements auront lieu !

Seule la lutte paie !

Même si parmi les travailleurs, l'heure est encore à l'attente, les choses pourraient vite évoluer. De jeunes travailleurs affirment leur volonté d'engager une lutte réelle. Quant aux anciens, ils se souviennent de 1967. Cette année là, alors que le patronat faisait régner l'insécurité sur l'emploi, les sidérurgistes avaient occupé les usines, mis en place des piquets de grève efficaces. CRS et gendarmes mobiles étaient intervenus. Et dans l'esprit des travailleurs, tout cela reste vivace.

Sans aucun doute, à Usinor-Thionville, c'est dans les quelques jours qui viennent que tout va se jouer.

Et sans aucun doute, là comme ailleurs, les travailleurs ne pourront faire reculer les capitalistes que s'ils déjouent les manigances de ceux qui préparent les licenciements tout en se proclamant les défenseurs des ouvriers.



Jean-Charles DENIS n'est pas seul !

Jean-Charles Denis, originaire de Plaudren (environs de Vannes) est aide-familial dans la ferme de ses parents cultivateurs.

En octobre 1975 il était arrêté alors qu'il transportait des explosifs dans sa voiture près de la maison du député UDR du Finistère, De Benettot.

C'est après un coup de téléphone que J.C Denis s'est dirigé vers le lieu où il devait être arrêté... De là à penser que ce paysan anticapitaliste a été l'objet d'une manipulation policière, il n'y a pas loin.

Il vient d'être condamné par la Coûr de sûreté de l'Etat à 3 ans de prison ferme.

Nous exigeons sa libération !



Mobiliser les masses

Nous avons reçu une lettre d'un lecteur breton, écrite après l'annonce du verdict de la Coûr de sûreté de l'Etat. En voici un extrait :

«Je crois qu'il faut que les communistes marxistes-léninistes prennent l'initiative d'engager la bataille pour sa libération. Une bataille de masse et de classe, comme nous l'avions déjà fait pour notre camarade Romain Le Gall. Pour nous, il ne doit pas s'agir de défendre uniquement les emprisonnés, ni seulement de réclamer la dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat, mais de mobiliser d'abord les masses en Bretagne et en Corse, ainsi évidemment que dans tout notre pays, pour apporter une solution aux problèmes des «minorités nationales» en France, problèmes culturels, économiques, politiques. Cela, est encore rendu plus criant par la faillite du mouvement breton ici. Incapable de se lier aux masses, impuissant à avancer une ligne révolutionnaire.

Cela, seul le parti marxiste-léniniste peut le faire. Il a déjà montré dans le passé son intérêt pour le peuple de Bretagne, il a déjà une expérience des luttes en Bretagne de par son implantation et l'apport théorique que lui a donné le groupe marxiste-léniniste «Sklerijenn» (Clarté en breton) en le rejoignant voici deux ans.»

Philippe Leclercq

Ragots et mensonges

Les marxistes-léninistes ne considèrent pas comme justes et utiles les attentats individuels aujourd'hui. Ce qui était juste en d'autres circonstances, entre 1940 et 1944 par exemple, ne l'est pas en 1977.

Des ragots et mensonges sont par ailleurs colportés pour discréditer les militants bretons. Et la «gauche» n'est pas la dernière à jouer ce jeu. On voudrait faire une assimilation mensongère entre la lutte menée par les militants anticapitalistes bretons et ceux qui, sous prétexte de lutte pour l'indépendance de la Bretagne ont collaboré avec l'occupant nazi pendant la Seconde guerre mondiale. Cela non plus nous ne le permettrons pas !

ZIMBABWE

Un entretien avec la ZANU :

«Nous serons nos propres libérateurs»

Le Zimbabwe, pays que les impérialistes ont baptisé Rhodésie, est, avec l'Azanie (Afrique du Sud) et la Namibie, un des pays d'Afrique où le colonialisme sévit encore sous sa forme la plus directe : l'oppression d'une majorité du peuple africain par une minorité de colons blancs. Au Zimbabwe, le peuple a pris les armes pour se libérer et conquérir son indépendance. Nous avons rencontré Rex Chiwara, le représentant en Europe de la ZANU, l'un des deux mouvements de libération qui luttent sur le terrain.

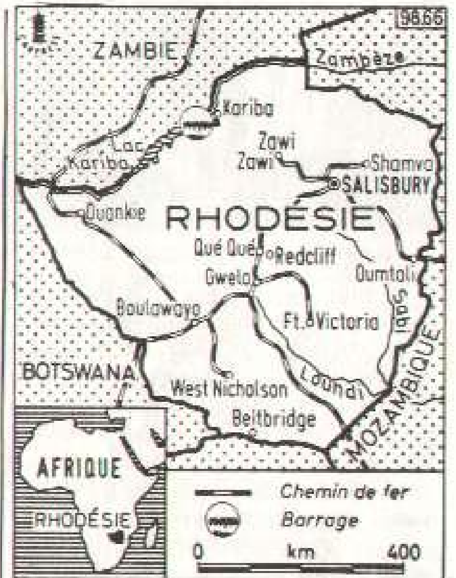
L'Afrique est actuellement le siège d'un intense bouillonnement. Les luttes des peuples contre le colonialisme et l'impérialisme y prennent un essor sans précédent. En même temps ce continent, de par sa position stratégique vis-à-vis de l'Europe, est actuellement un terrain de luttes acharnées entre les deux superpuissances. L'Azanie est un des points de rencontre de ces deux luttes.

La guerre du peuple est invincible

Dans ce pays où 250 000 colons blancs détiennent 50 % des terres et la quasi totalité des richesses nationales et oppriment sept millions d'Africains, le peuple a pris les armes depuis plus de 10 ans. Depuis la lutte s'est développée à un tel point que l'impérialisme et le colonialisme en sont réduits à tenter de «sauver les meubles».

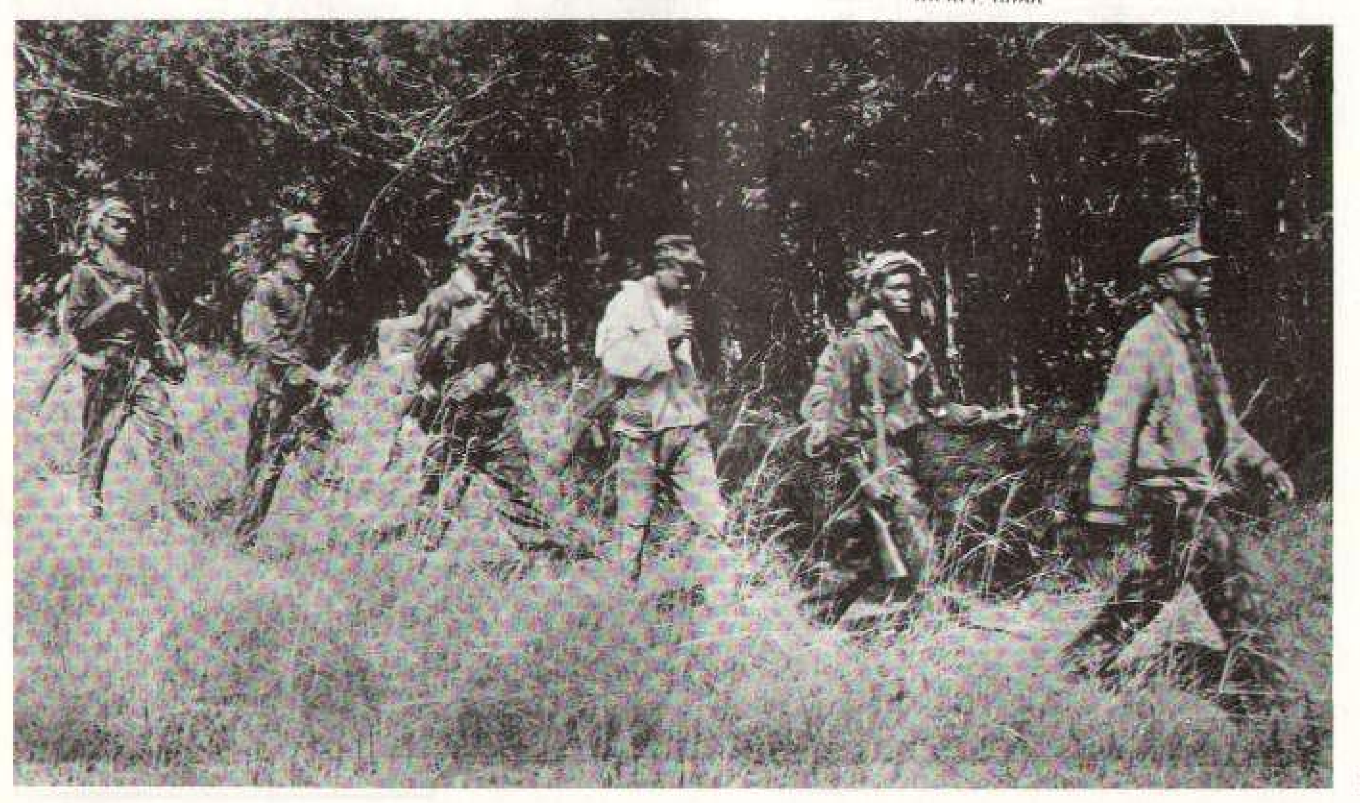
D'après les propres chiffres des racistes, il y a quelques années, pour un blanc tué, 10 patriotes tombaient, aujourd'hui, le chiffre officiel n'est plus que de 5 et encore, explique le représentant de la ZANU, ce chiffre est truqué de façon particulièrement sauvage : pour maintenir cette moyenne qui ne correspond plus à rien sur le terrain militaire, les troupes de Smith se livrent à des massacres soit dans les

(Suite p.12)



Zimbabwe (Rhodésie) :
Population : 7 millions d'Africains
250 000 colons

Principales richesses : Amiante, or, nickel, tabac



villages soit dans les camps de concentration dans lesquels sont détenus des milliers de prisonniers, hommes, femmes et enfants.



La police fasciste à l'action

Autour de Salysbury, la capitale, des pancartes préviennent qu'au-delà d'une zone de 40 km on ne peut voyager qu'à ses risques et périls. C'est bien là l'aveu que tout le restant est contrôlé militairement par les patriotes.

Depuis environ 6 mois les deux mouvements de libération se sont regroupés au sein du «Front patriotique». C'est ainsi que la ZANU et la ZAPU se sont présentées à la conférence de Genève contre l'ennemi raciste. Au niveau militaire également les armées des deux mouvements, la ZANLA et la ZIPLA ont été réunies dans la ZIPA qui constitue maintenant une force armée dépendant directement du Front.

La conférence de Genève

L'impérialisme dominant jusqu'ici au Zimbabwe était l'impérialisme anglais. Ancien colonisateur, il a gardé, après la proclamation d'indépendance des colons la plupart de ses intérêts sur place.

Après avoir soutenu à fond le régime de Smith dans sa répression contre le peuple et devant l'inévitabilité de l'écrasement de ce régime raciste, l'impérialisme anglais, soutenu en cela par les Etats-Unis, est maintenant contraint de changer de tactique : tout de préférence à une victoire militaire du peuple. C'est l'explication de la conférence de Genève : tenter de résoudre le problème en douceur, en sacrifiant éventuellement Smith mais en sauvegardant les intérêts de l'impérialisme. Déjà une mini-conférence — en 1975, sur les Chutes du lac Victoria — s'était soldée par un échec. La conférence de Genève qui s'est déroulée en octobre et décembre derniers a également été un échec, car à aucun moment les impérialistes qui l'avaient organisée n'ont pensé à une libération complète du peuple. Pourquoi, alors, la ZANU s'y est-elle rendue au sein du Front patriotique ? La ZANU explique que dans son combat elle lutte sur deux fronts, un front politique et un front militaire et que c'est ce dernier qui est déterminant. Le Front patriotique s'est rendu à Genève et est prêt à se rendre à d'autres conférences pour y exprimer son point de vue, mais à aucun moment la lutte armée n'a été sacrifiée. Bien au contraire, l'époque de la conférence a correspondu à un renforcement des opérations militaires car c'est le rapport de forces sur le terrain qui est déterminant.

Le jeu des superpuissances

On assiste actuellement autour du Zimbabwe à un véritable ballet diplomatique des représentants des deux superpuissances. Gromyko, le Soviétique, après Vance, l'Américain, viennent de visiter les pays dits de la «ligne de front», c'est-à-dire ayant une frontière commune avec la Rhodésie et l'Afrique du Sud. Leur but : tenter de faire pression sur les gouvernements africains pour qu'eux-mêmes appuient auprès des mouvements de libération les volontés des deux superpuissances. Les Etats-Unis voudraient que les mouvements cessent leurs luttes armées. Quant à l'URSS, depuis l'Angola elle a clairement dévoilé sa tactique qui consiste à détourner une lutte de libération à son profit et à faire tomber les peuples d'une autre domination impérialiste à sa propre domination social-impérialiste.

Sur ce problème, la position de la ZANU est très claire : *«Il est évident qu'ils ont toujours cherché à mettre le nez dans les affaires des peuples d'Afrique. Ils nous ont contactés très souvent. Nous avons toujours dit non». «Nous ne renoncerons à la lutte armée que quand notre territoire sera libéré entièrement par nos propres forces.»* Car pour la ZANU, *«si bien sûr nous acceptons l'aide morale et matérielle de tous ceux qui veulent nous aider, il n'est pas question que quiconque s'ingère dans notre lutte et encore moins que le moindre soldat étranger mette le pied sur notre territoire. Dailleurs, à ce niveau, l'unification de nos deux armées devrait permettre d'éviter toute intervention des superpuissances qui tireraient parti de nos divergences».*

On voit que l'exemple angolais est très présent à l'esprit des patriotes zimbabwe.

Actuellement la lutte du peuple zimbabwe avance vers la victoire mais il n'en subsiste pas moins de graves difficultés. *«L'ennemi est soutenu par les puissances occidentales. Un de nos problèmes est que le peuple zimbabwe subit un féroce persécution de la part de Smith. Tous ceux qui sont suspectés d'aider les combattants sont tués ou torturés, un grand nombre est gardé en camp de concentration. Ces conditions font qu'une partie de notre peuple a dû se réfugier au Mozambique ou au Botswana. Nous avons du mal à entretenir et à nourir cette population. Aussi nous demandons à nos amis de nous soutenir moralement et concrètement. Toute la nourriture dont nous avons besoin se trouve en Afrique, mais il nous faut plus de moyens pour nous la procurer, c'est urgent.»*

L'aide au peuple zimbabwe est un devoir internationaliste, nous devons en être conscients et ceci d'autant plus qu'aujourd'hui une bataille immense se joue au niveau de l'Afrique entre les peuples et l'impérialisme et entre les deux superpuissances entre elles.

Fernand Lenoir

Création d'un comité ZIMBABWE à Paris

Le comité Zimbabwe *«se propose d'organiser les forces démocratiques et progressistes qui en France soutiennent la juste lutte du peuple du Zimbabwe et le Front patriotique. Pour le comité Zimbabwe ce soutien au Front patriotique passera par l'intermédiaire de la ZANU»*... dont *«le principe fondamental est* "nous sommes nos propres libérateurs".» *(extraits de la plate-forme du comité.)*

En étroite collaboration avec la ZANU, le comité a pour but de développer amitié et solidarité avec le peuple du Zimbabwe, de diffuser l'information sur sa lutte, d'organiser meetings, réunions, soutien concret en argent et matériel.

Pour renseignements et contacts, écrire au journal qui transmettra.

Agression soviétique contre le Zaïre

L'Afrique vigilante



«Dehors les chiens du social-impérialisme» (Sina-Press)

«La Pravda» et l'Agence «Tass» le claironnent à tous vents : l'URSS, selon elles, n'a rien à voir avec les évènements qui ensanglantent en ce moment le Sud du Zaïre. Il s'agirait là d'un «conflit purement interne» à ce pays. Pourtant, en dépit de ces protestation et du silence de la presse occidentale, les faits abondent qui prouvent que le Zaïre est actuellement l'objet d'une agression d'envergure et que c'est bien Moscou qui en tire les ficelles.

La presse soviétique n'explique pas, et pour cause, par quel mystère les gendarmes katangais, chassés du pays il y a plus de 10 ans par les patriotes zaïrois, peuvent réapparaître aussi soudainement aujourd'hui, tout entraînés et équipés jusqu'aux dents d'armes et de munitions soviétiques.

Pas plus qu'elle ne signale que cette invasion du territoire zaïrois se développe à partir de l'Angola désormais étroitement contrôlé par les russes et leurs mercenaires cubains.

Pour tenter de faire oublier ces faits irréfutables, le Kremlin a lancé une offensive diplomatique sans précédent en direction de l'Afrique: Podgorny et Castro viennent de sillonner huit pays dont cinq de la «corne» de l'Afrique et les autres situés aux frontières de la Rhodésie.

Tous deux prétendent que c'est au nom de «l'internationalisme prolétarien» et de la «lutte anti-impérialiste» qu'ils ont effectué ces voyages. Rien n'est plus mensonger.

Il y a plus d'un an, en agressant l'Angola sous couvert d'une guerre civile attisée par ses soins, l'URSS cherchait à prendre pied en position de force sur le continent africain.

Les rêves des nouveaux tsars

L'Angola mis sous sa botte, Brejnev rêve de s'en servir comme d'une tête de pont pour couper l'Afrique en deux dans sa partie la plus étroite, de l'Atlantique à l'océan Indien.

Il entend faire ainsi d'une pierre deux coups : dominer les immenses richesses de ces territoires — le Zaïre a mérité l'appellation de «scandale géologique» à cause des énormes richesses de son sous-sol — et installer des bases lui permettant de contrôler les routes maritimes qui ravitaillent l'Europe.



Pour ces ambitieux projets, le Zaïre, très vigilant à l'égard des prétentions impérialistes soviétiques, représente un os de taille. L'URSS cherche donc à le soumettre de force par l'emploi combiné de l'agression extérieure et de la subversion interne. Au moment même où ses troupes mercenaires franchissent la frontière, des tracts appelant à renverser le régime apparaissent mystérieusement à Kinshasa.

Dans le même temps, l'URSS utilisait à l'égard des autres pays africains et des mouvements de libération la diplomatie du sourire et des roubles, en se réservant celle de la canonière en cas d'échec. Car bouchée par bouchée, c'est tout le continent africain qu'elle entend avaler.

Le dur rappel à l'ordre de la réalité

Mais il y a loin de ces rêves ambitieux à la réalité.

Le peuple zaïrois se mobilise pour la défense de sa patrie, comme en témoignent les multiples manifestations de masse qui se développent dans le pays contre l'agression soviéto-cubaine.

Les pays africains resserrent les rangs autour de leurs frères agressés, apportant soutien matériel et politique, et l'OUA, par la voie de son président accouru à Kinshasa a formellement désavoué cette agression.

L'offensive diplomatique soviétique elle-même a fait long feu. Le président tanzanien Nyéréré aurait même refusé tout net de signer un traité d'amitié avec l'URSS. Brejnev ne réalisera pas ses ambitions expansionnistes car désormais l'Afrique est debout pour refuser tout asservissement.

Annie Brunel



Manifestation contre l'agression, le 22 mars 1977

• USA



Gary Tyler est toujours en prison

La dernière fois que nous avions parlé de l'affaire de Gary Tyler, nous avions mentionné que près de 100 000 signatures avaient été apposées au bas d'une pétition exigeant la libération immédiate et inconditionnelle du jeune militant afro-américain. Une série de manifestations tant à l'intérieur des USA qu'au dehors avaient même été organisées pour appuyer la remise de ces pétitions au gouverneur de Louisiana.

Nous avons appris depuis que la condamnation était maintenue et que, même si la peine de mort avait été levée en raison de certaines décisions de la Cour suprême vis-à-vis de la peine capitale, Gary Tyler passerait néanmoins le restant de ses jours en prison.

C'est du moins ce que pense la bourgeoisie, car les masses populaires américaines et internationales, avec en tout premier lieu leurs organisations marxistes-léninistes, démontreront qu'elles peuvent arracher ce jeune militant noir à la justice de classe américaine et à son système barbare de répression.

Il nous faut donc reparler de cette affaire, la populariser le plus possible, et en profiter pour dénoncer le honteux silence des révisionnistes américains qui, n'ayant pas réussi à récupérer et à «monnayer» politiquement la défense de Tyler, ont carrément décidé de ne pas en parler. En avant donc pour la libération de notre jeune frère noir américain.

• ITALIE



Une déclaration officielle d'un membre du Comité central du PCI vient de mettre singulièrement en lumière ce qu'est, au-delà des grandes déclarations et des conférences spectaculaires, l'«eurocommunisme».

A certains qui peuvent se faire des illusions quant à une moindre dépendance vis-à-vis de Moscou de ces partis, Lombardo - Radice répond : *«Si nous étions au pouvoir, en cas de crise internationale aiguë, nous choisirions, bien sûr, le côté soviétique (...) On ne peut s'attendre à ce que, en tant que parti, nous travaillions contre les intérêts généraux de l'Union soviétique.»* («Le Monde», 3-4/4/77).

Voilà qui a au moins le mérite de la franchise quant à la nature fondamentale d'agent de l'impérialisme soviétique de ces partis «eurocommunistes».

Les syndicats révisionnistes et réformistes italiens, la CGIL et l'UIL, viennent de signer un accord avec le gouvernement sur la «réduction du coût du travail». Par cet accord, elles renoncent d'un trait de plume à des avantages que la classe ouvrière italienne avait mis plusieurs années de luttes à obtenir, notamment le système de calcul des hausses de salaires pour une grande partie du secteur public. L'acceptation par les syndicats de ces accords traîtres a provoqué de vifs débats à la base, notamment dans la «Fédération des travailleurs de la métallurgie».

• AZANIE

Le régime raciste sud-africain vient d'annoncer que pour l'année 1977-78 son budget militaire serait porté à 1 654 millions de rands (9,5 milliards de nouveaux francs). Ce budget est en accroissement de 21,3 % par rapport à l'an dernier et représente 18,5 % du budget total du régime.

Cette augmentation vertigineuse de leur budget militaire, entièrement tourné contre la guerre populaire, est la preuve que les racistes sont de plus en plus aux abois devant les luttes des peuples d'Azanie et de Namibie.



NEGOCIATIONS SALT II

Brejnev hausse le ton

Américains comme soviétiques avaient mené grand tapage autour de la reprise des négociations SALT II sur la limitation des armes stratégiques. Le voyage de Cyrus Vance, secrétaire d'Etat américain aux affaires étrangères, à Moscou marquait une étape importante car c'était la première rencontre de haut niveau entre les deux superpuissances, depuis la mise en place de la nouvelle administration Carter. Mais à Moscou, Brejnev a parlé haut et fort et c'est bredouille que Cyrus Vance est revenu.

C'est en 1968, lors de la rencontre de Glassborow entre Kossygine et Johnson que les deux supergrands, préoccupés de leurs progrès mutuels en matière d'armements, avaient évoqué pour la première fois cette question.

Les accords SALT I furent signés à Moscou en mai 1972, par Nixon et Brejnev. Ils limitaient strictement le nombre et la portée des missiles défensifs et traçaient une limitation provisoire des missiles et vecteurs offensifs.

En 1974, à Vladivostock, Ford et Brejnev signaient un protocole d'accord fixant pour l'URSS et les USA un plafond maximum de 2 400 missiles, dont 1 320 équipés de têtes multiples (MIRV).

Depuis une âpre querelle s'est développée entre les deux supergrands sur la question des missiles américains «cruise» et des bombardiers russes «backfire».

Etats des forces nucléaires URSS/USA
(Source : The military balance)

	USA	URSS
Missiles balistiques intercontinentaux	1 054	1 618
Missiles balistiques de portée intermédiaire		100
Missiles balistiques lancés de sous-marins	656	784
Bombardiers à grand rayon d'action	432	135
Bombardiers à moyen rayon d'action	66	785
Bombardiers à court rayon d'action	2 700	2 600

Les cruise sont de véritables petites bombes volantes téléguidées volant au ras du sol, donc indécelables par les radars. Elles peuvent atteindre avec une marge de précision de 20 m à peine, un objectif situé à 2 000 km. Leur possession représente pour les américains un net avantage technologique qui fait enrager le Kremlin.

Le «Backfire» lui, est classé par les soviétiques comme un bombardier à «moyenne portée» alors que les USA soutiennent que son rayon d'action lui permet de bombarder toutes les villes américaines et qu'il doit donc être placé parmi les vecteurs à longue portée.

En fait, au fil des ans, les deux superpuissances n'ont pas cessé d'accroître qualitativement et quantitativement leur arsenal.

Carter le reconnaissait crûment en déclarant récemment à l'ONU que USA et URSS disposent de cinq fois plus d'ogives nucléaires qu'il y a huit ans, mais ne se sentent pas cinq fois plus en sécurité pour autant.

Ruses de guerre et menaces de Moscou

Le Kremlin notamment manœuvre pour accélérer le rythme du développement et la qualité de ses armes nucléaires, au milieu des appels à la négociation qui lui servent de camouflage. Pendant que les négociations traînent en longueur, l'expérimentation des missiles se développe à un rythme accéléré. La veille-même de l'arrivée de Vance, les soviétiques lançaient par sous-marins, de la mer des Barents au Pacifique, un nouveau type de missiles très perfectionné.

Les américains de leur côté, accéléraient les essais de leur programme «Trident».

Chaque étape des SALT sanctionne ainsi un nouveau bond dans la rivalité des deux superpuissances, chacune d'elle cherchant à limiter l'arsenal nucléaire de l'autre en élargissant le sien.

L'avantage penche désormais en faveur de l'URSS qui a mis les bouchées doubles pour rattraper son retard technologique.

C'est pourquoi Brejnev s'est permis de taper du poing sur la table et de renvoyer Vance les mains vides pendant que Gromyko avançait des exigences nouvelles sur les cruise et l'extension des limitations aux bases américaines stationnées en Europe et disposant d'armes nucléaires.

Annie Brunel

Ne pas faire confiance à la bourgeoisie

Un simple exemple parmi tant d'autres : aucun effort de construction d'abris antiaérien, de formation du peuple à la défense civile n'est entrepris dans notre pays. Alors que la Suisse s'est donnée comme objectif : «Un abri antiaérien par habitant».

Quelques abris antiaériens existent bien chez nous : ils sont connus des seuls gouvernants et de leurs états-majors et conçus pour eux.

Nous ne devons pas compter sur eux pour exposer franchement la situation aux masses populaires et les préparer en vue d'une éventuelle agression.

C'est pourquoi il est très important de mener une lutte inlassable, sérieuse, efficace contre l'idéologie de la fausse «détente» que la bourgeoisie propage, de hausser le niveau de conscience et de vigilance du peuple sur ce qui se prépare dans son dos, contre lui, de le préparer idéologiquement, politiquement et matériellement aux ripostes qui s'imposent.

Grève des dockers à Dunkerque

Au service de qui ?

De notre envoyé spécial Philippe Leclerq

En fait et quoi qu'en dise «l'Humanité» ou la «Vie ouvrière», la population dunkerquoise n'est pas mobilisée par la grève des dockers. Bien sûr, tout le monde en parle de ce port bloqué. Bien sûr, aucun travailleur des cités ouvrières qui entourent le port ne condamne le fait que 2 500 ouvriers luttent pour leur emploi (ils connaissent bien le problème !). Alors comment expliquer ce malaise?

Le 10 mars, Usinor décide de décharger un navire japonais sans faire appel aux dockers du port autonome dont le travail est ainsi menacé. C'est le signal de la grève.

Depuis 1947

Depuis 1947, les dockers sont embauchés non pas par un patron ordinaire, mais par le BCMO, le bureau de contrôle de la main-d'œuvre.

Cette organisation est aujourd'hui contrôlée, dirigée, tenue en mains et encadrée par le syndicat CGT des dockers.

A Dunkerque, on dit plutôt *«contrôlée par Gouvart»*. Gouvart, le responsable CGT, c'est un peu le prototype de ce que la CGT et le PCF font de mieux comme bureaucrate, nouveau patron de gauche: il fait la loi.

Voyez plutôt : pour être docker il faut être à la CGT. Quand Gouvart décide la grève, la grève est obligatoire, comme sont obligatoires les manifestations et les meetings : tu fais grève comme tu vas pointer au travail, sinon tu perds ta place.

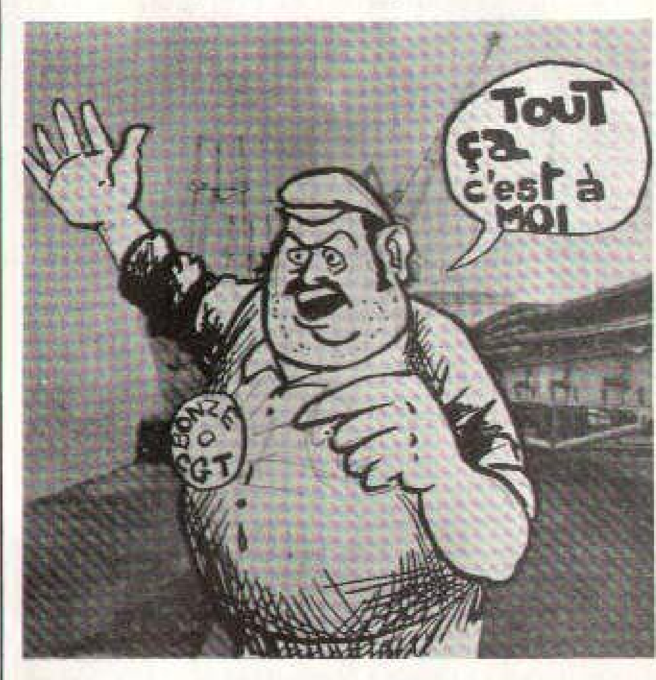
Mais tout le monde ne peut pas être syndiqué chez Gouvart. Le travailleur d'Usinor qui est sur le quai et qui fait le sale boulot, celui-là qu'il aille se syndiquer ailleurs, qu'il se démerde. Aux yeux de Gouvart, c'est pas de la clientèle intéressante.

Si vous voulez, on est là

Mais il y a mieux (ou pire) dans le genre. A Usinor, le 2 octobre dernier, les travailleurs de Mataggio se mettent en grève. Les quatre équipes arrêtent le travail, unanimes.

Mais voilà : les travailleurs de Mataggio, ce sont précisément ces «petits salaires» qui manient la pelle sur le quai et que Gouvart méprise: Les travailleurs d'Usinor racontent qu'il est allé voir leur patron :*«Si vous le voulez, nous on vous débarrasse de tout* cela, dira-t-il en parlant du minerai bloqué à bord par la grève.

Le patron d'Usinor refuse, mais les ouvriers n'oublient pas que c'est Gouvart et compagnie qui ont saboté leur grève. Alors aujourd'hui...



Privilèges

Comme nous l'a dit cet ouvrier révolutionnaire : *«Quand Gouvart dit "nous ne laisserons pas porter atteinte à nos privilèges", il ne parle même plus des privilèges des dockers mais de ses privilèges à lui».*

Ne cherchez pas ailleurs : c'est là la cause de la division actuelle, créée par une poignée d'aristocrates ouvriers qui tiennent à leur place.

Car les travailleurs du port ne font pas l'amalgame entre un Gouvart et l'ensemble des dockers. Les travailleurs de Mataggio par exemple, se souviennent de ce docker, délégué CGT, qui est venu à leur assemblée générale pour les soutenir contre les grands manitoux de la CGT et s'est écrié : *«Jamais on n'a vu une telle paralysie dans le port: Camarades, vous avez les quatre as dans les mains, il faut continuer».*

Voilà pourquoi les marxistes-léninistes disent : lutter pour assurer son emploi est juste. Entre travailleurs, la solidarité est possible. Mais ce que veulent et ce que font quelques bureaucrates genre Gouvart, est contraire aux intérêts des dockers comme à ceux des autres travailleurs du port. Il faut que les dockers prennent eux-mêmes leur lutte en main.

Entre briseurs de grève

Le navire russe «Borodine» devait charger six trains de tubes à Usinor. Mais le port est bloqué par la grève. Alors les russes ont fait envoyer la cargaison par rail à Anvers. Le «Borodine» est allé charger là-bas.

Gouvart qui a pourtant une grande gueule est resté étrangement silencieux sur ce fait. Comment en effet celui qui a saboté la grève de Mataggio pourrait-il reprocher à ses compères russes d'en faire autant avec la grève des dockers ?

Repression et aiguisement des contradictions



Le plan d'austérité du premier gouvernement Barre a reçu un cinglant démenti lors des dernières municipales , témoignant des difficultés grandissantes que rencontre la bourgeoisie au pouvoir pour continuer à imposer sa dictature. Le pseudo-changement d'équipe ministérielle — qui ressemble comme une sœur jumelle à l'ancienne — confirme les limites étroites dans lesquelles elle peut agir jusqu'aux prochaines législatives. Pendant ce temps, la bourgeoisie de «gauche» s'apprête à prendre la relève du pouvoir et fait appel au renforcement de l'appareil répressif dont elle se servira pour réprimer les luttes ouvrières et populaires.

La crise économique s'approfondissant sans cesse, la «trêve électorale» (pour préserver l'image décatie du «libéralisme avancé») a vite fait place aux «bidules» made in CRS.

En quelques jours, les travailleurs qui occupaient leur entreprise : la BNP (à Paris), l'usine Cazeneuve (à St-Denis), la fromagerie Boursin (à Croisy-sur-Eure), les filatures et tissage de Besse-sur-Braye (dans la Sarthe), FRLE (filiale de Philips à Dijon), les caissiers-parcs de voitures d'Air-France (à Orly), John Deere (Orléans), furent évacués par les flics. C'est tout l'intérêt que portent aux travailleurs les patrons et les flics à leur service ! Chaque jour, des centaines de travailleurs sont jetés à la rue comme des malpropres et réduits au chômage et à la misère. Tous les records de chômage — depuis 1945— sont battus.

La clique au pouvoir veut imposer par la force sa politique d'austérité, mais les travailleurs refusent de courber l'échine. La lutte de classe ou la misère, il n'y a pas d'autre choix. Les occupations d'usines et entreprises se multiplient : contre les licenciements, l'austérité, la répression patronale...

Bref, c'est l'aiguisement des contradictions entre les deux classes antagoniques : la bourgeoisie et le prolétariat. Cela va de pair avec la crise, car les monopoles veulent à tout prix préserver leurs profits, y compris avec l'aide de bandes armées. Cela montre également qu'il ne peut pas y avoir de passage pacifique au socialisme, que la violence de classe est le reflet des contradictions de classe dans la société, que seule la violence révolutionnaire des masses permettra de balayer la dictature du grand capital et de lui substituer la dictature du prolétariat (en alliance avec les petits paysans et les larges masses populaires).

Les dirigeants confédéraux (y compris ceux inféodés au «Programme commun») disent qu'ils ne veulent pas de violence, pour mieux étouffer le mouvement de révolte et essayer de canaliser vers les urnes le mouvement populaire. Ils préfèrent les manifestations – promenades de santé, les grévettes-bidon qui ne gênent pas la bourgeoisie. C'est un moyen de perpétuer l'exploitation et l'oppression.

Face à la violence de classe de la bourgeoisie et à ceux qui veulent la perpétuer, les travailleurs (français, immigrés, ouvriers, paysans employés, intellectuels révolutionnaires, hommes et femmes, jeunes et vieux) n'ont pas d'autre issue que de s'unir et de s'organiser pour faire échec à toute mesure de répression. C'est dans la lutte de classe que s'accumulent les forces nécessaires qui permettront de déclencher l'affrontement final.

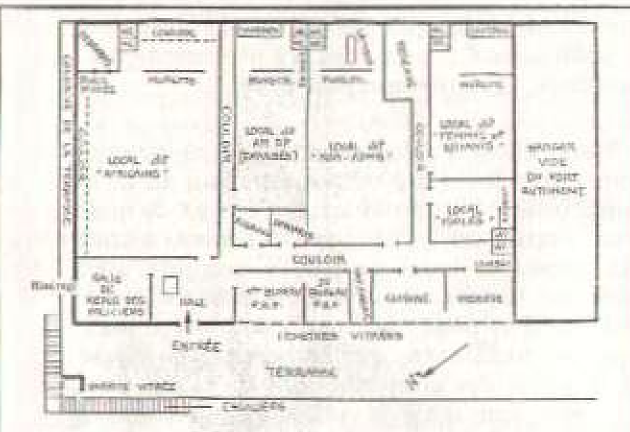
Serge Laforge

Prison d'Arenc à Marseille

LE SCANDALE CONTINUE



Sur le quai du port de Marseille, des travailleurs et des travailleuses immigrés, et même leurs enfants, peuvent être détenus sans inculpation, sans procès, sans jugement, pendant de longues semaines: C'est le scandale de la prison clandestine d'Arenc qui fonctionne depuis 1964



Un local pour les Africains, un autre pour les expulsés, le 3e pour les immigrés refoulés dès leur arrivée, le 4e pour les femmes et les enfants, le dernier aux «isolés» et aux travailleurs des colonies françaises.

Mais c'est seulement à partir du 6 avril 1975, que le scandale éclate au grand jour. Un ouvrier marocain, Mohamed Chérif, travaillant régulièrement en France et titulaire d'une carte de résident ordinaire, avait brusquement disparu après avoir été convoqué à l'hôtel de police.

Il raconte son aventure : il a été enfermé durant six jours dans un prétendu «Centre d'hébergement» sur les quais de Marseille, avant d'être conduit à Sète d'où on s'apprêtait à l'expulser au Maroc sans autre forme de procès.

Les détenus de la prison d'Arenc sont maintenus au secret. Leur présence est seulement connue de la police. Pas question donc pour eux de visites d'avocats ou de leur famille. La justice elle-même n'est pas au courant de leur sort.

Deux plaintes sont alors déposées contre les responsables, le préfet et son chef de cabinet, Maurel.

Le parquet veut étouffer l'affaire. Le juge Loques refuse cela et la chambre d'accusation lui donne raison. Donc, sur le plan juridique, l'affaire d'Arenc suit son cours. La justice bourgeoise ne pourra en aucun cas se mettre au service des travailleurs, mais il est important de noter ses contradictions et le fait que des avocats et même des magistrats ne sont plus prêts à obéir au doigt et à l'œil au gouvernement des monopoles.

Interpellés à cette époque à l'Assemblée, Lecanuet et Poniatowski se contentaient de déclarer : *«Il n'y a pas de goulag en France»*, *«ces personnes ne sont pas détenues, elles sont hébergées»*, ou encore *«Arenc est efficace donc justifiée»*.

Pendant ce temps, les tenants du Programme commun réclament non pas l'interdiction des expulsions mais leur *«réglementation»* sans doute pour mieux les organiser et cette fois de manière légale.

En dépit de ses protestations de «soutien», le PCF se distingue particulièrement en alimentant une campagne raciste, du style : *«Plus d'espaces verts ; les immigrés, ça fait sale, leurs cités-taudis abîment le paysage ; plus de flics ; les immigrés, ça fait peur»*.

Malgré eux, contre eux, le soutien s'élargit pour que cesse le scandale d'Arenc.

Annie Brunel

Une juste conception du soutien

Le «Collectif Arenc» fonctionne actuellement sur les bases suivantes : refus du cartel, ouverture vers les milieux progressistes et catholiques, sans sectarisme, ligne démocratique où toutes les décisions sont prises en assemblée générale.

Définition précise du rôle du «Collectif», avec les mots d'ordre : «Légale ou illégale, disparition d'Arenc» et «inculpation des responsables», «Non à toutes les expulsions», «Unité des travailleurs français et immigrés», «Non au flicage policier des travailleurs».

Malgré l'hostilité et les tentatives de sabotage, puis l'absence, des groupuscules trotskistes, OCT et Rouge, bien plus préoccupés par leur magouille municipale, le Collectif, en comptant uniquement sur ses propres forces, , a pris la décision d'organiser une marche le 26 mars.

C'est donc avec ses forces, des progressistes, des immigrés, des catholiques et des marxistes-léninistes qu'une campagne importante est menée pour cette marche, avec réalisation d'une exposition, d'un montage-diapositives, d'une plaquette, d'auto-collants, d'affiches en sérigraphie, de tracts dont 40 000 ont été diffusés, et surtout par une vingtaine de réunions dans les quartiers populaires, lycées et facs qui ont réuni plus de 500 personnes. Le collectif dispose d'autre part d'un montage-vidéo. Cette marche qui aurait dû rencontrer un grand écho a été interdite par la police.

Pour contacter le collectif de soutien :
Le Todi
2, rue Philippe de Girard
13001 Marseille
CCP : Mme Odile Mondon
No 59 97 40 M (Marseille)

Foyers SONACOTRA

SOUTIEN TOTAL AU COMITE DE COORDINATION

Pour le retour des expulsés, le 2 avril, un meeting vibrant, enthousiaste, à la Mutualité, dans le tumulte des applaudissements et des mots d'ordre repris d'un seul cœur : «Sonacotra cèdera».

«Sonacotra cèdera», c'est le titre du montage diapos qui décrit les conditions d'existence dans les foyers, les chambres des 5 à 9 m², les règlements intérieurs et les gardiens fascistes, et qui retrace les péripéties de la longue lutte et ses embûches : la répression, les expulsions, les saisies-arrêts sur salaire et aussi la division et les tentatives de sabotage particulièrement celles du PCF.

Fête pour le retour des expulsés, ce meeting était aussi mobilisation contre les expulsions qui menacent toujours, contre les gérants et règlements racistes, pour la baisse des loyers, pour la lutte *jusqu'au bout*.

Un soutien toujours plus large

La longue liste de messages de soutien (sections syndicales, organisations de masse d'immigrés, contre la répression, syndicat de la Magistrature, Ligue des droits de l'homme, etc) témoignait de l'audience de plus en plus large de ce combat exemplaire et du «Comité de coordination» qui le dirige.

Le Comité de coordination : seul représentant des résidents

Le seul tort des délégués expulsés était d'avoir la confiance de milliers de résidents pour se faire leur porte-parole était-il dit dans l'intervention de clôture. C'est en même temps, la force du «Comité de coordination», seul représentant des résidents (les confédérations syndicales n'ont aucun droit à négocier dans son dos).

C'est le devoir de tous les communistes de faire connaître cette lutte, et d'en organiser le soutien, de travailler ainsi à unifier, sur des bases de classe, toute la classe ouvrière, français et immigrés, hors de l'influence de ceux qui prétendent la défendre pour en fait mieux la combattre.

Manifestation à la préfecture de Nanterre contre les expulsions le 8/4/77.

Victoires

BREST

Après 24 jours de grève, les 19 chauffeurs-déménageurs de chez Calvez ont obtenu 9,5 % d'augmentation, un réajustement des plus bas salaires et un repos compensatoire dans la semaine pour remplacer le samedi matin.

VENDEE

Les 60 ouvriers de l'usine de matériel agricole Bourgoin ont obtenu, après quatre jours d'une grève immédiatement largement popularisée, combative (blocage des portes) et marquée par une grande unité :

- 150 F de plus par mois
- reconnaissance du délégué syndical
- bleus, savon... et révision prochaine des salaires.

ISSY-LES-MOULINAUX

A l'hôpital Corentin-Celton, échec sur toute la ligne des attaques de l'administration contre les travailleuses et leur section syndicale CFDT qui ont imposé l'annulation des changements de service. De plus, le constat de l'inspecteur du travail sur les ateliers insalubres et sans sécurité de l'hôpital est très favorable aux travailleurs.

PORT-DE-BOUC

Les chefs-mécaniciens des remorqueurs de la SOGEREM ont obtenu satisfaction sur leur revendications de salaire après 25 jours de grève.

Ils n'ont repris qu'avec l'assurance que les marins, que la direction avait lock-outé pour tenter d'opposer les uns aux autres, seraient intégralement payés.

Leurs jours de grève sont payés à 60 %.

LA GACILLY (près Redon).

Les 60 ouvriers des abattoirs de la Gacilly ont obtenu 200 à 300 F d'augmentation après 9 jours de grève avec occupation.

LA GARENNE-COLOMBES – EPINAY

Les 24 éboueurs de la CEOM (tous immigrés) ont obtenu après trois semaines de grève l'essentiel de leurs revendications :

- environ 100 F d'augmentation
- gants de cuir tous les mois, imperméables tous les deux ans
- annulation d'un licenciement et élections de délégués le 5 mai.
- 700 F pour paiement des jours de grève

A noter que la municipalité de gauche d'Épinay comme celle de droite de la Garenne, faisaient ramasser les ordures par une autre entreprise !

Les grévistes ont par contre bénéficié du large soutien de la population : près d'un million ancien collecté par les militants CFDT et d'autres progressistes.



• Thomson-CSF

Plus de 3000 au salon des composants



Les travailleurs de Thomson-CSF au salon des composants électroniques.

En riposte aux 500 licenciements dans le trust (notamment SESCOSEM d'Aix-en-Provence et de St-Egrève), plusieurs milliers de travailleurs venus d'Aix et de St-Egrève et de nombreuses entreprises du groupe dans la région parisienne, ont manifesté au salon des composants à la Défense le jour de l'inauguration (celle-ci a été reportée !).

Les dirigeants syndicaux font un cordon pour empêcher les travailleurs de se regrouper devant le palais et d'y entrer : sans succès ! Les flics, un peu plus loin n'insistent pas.

Un responsable CGT qui tente encore de s'interposer à l'entrée et crie des «ordres» pour que militants et banderoles CGT restent dehors est quelque peu bousculé...

Quant aux travailleurs, beaucoup se sont aperçus que le patronat n'est pas leur seul ennemi : les dirigeants révisionnistes de la CGT et réformistes de la CFDT en sont aussi !

Les travailleurs sont repartis (à St-Egrève, Aix, etc.) *«le cœur plein de joie d'avoir vu la solidarité, la combativité des autres travailleurs».*

A St-Egrève, entre autres, la lutte continue.

Il y a maintenant 4 ouvrières arrivées en fin de contrat et qui reviennent travailler «illégalement» : leur présence est imposée par tous. Déjà la direction a dû embaucher 100 travailleurs sous contrat à durée déterminée.

• Congrès CFDT

Une intense lutte de ligne

Au congrès du SGEN-comme à celui de l'USAT (ambulants et tri PTT) la ligne confédérale de soutien inconditionnel à l'Union de la gauche et son corollaire, le Programme commun, les manœuvres confédérales pour étouffer l'opposition à cette ligne ont subi de vives attaques.

Au SGEN

Au SGEN (dont la direction n'a été élue qu'avec 56 % des mandats) un amendement adopté par 51 % contre 39 % (12 % d'abstentions) précise :

1) une pratique collective à tous les niveaux est indissociable de l'élaboration démocratique des positions de la CFDT ;

2) la volonté de favoriser cette pratique ne doit pas conduire à une chasse aux sorcières éliminant des militants trop critiques à l'égard de l'Union de la gauche... et refusant de subordonner les luttes aux tactiques électorales...»

Un autre, adopté par 47 % contre 43,6 % indique notamment que «l'appartenance à la CFDT n'implique pas le soutien à la stratégie de l'Union de la gauche».

A l'USAT

Un passage de la résolution générale fixant comme stratégie pour la CFDT *«de défendre le gouvernement de la gauche contre toutes tentatives... émanant de la bourgeoisie»* a totalement été transformé dans le sens d'une stratégie *«pour imposer les changements nécessaires»* quitte à *«entrer en conflit avec le gouvernement de gauche»*.

Dans l'un et l'autre congrès, la volonté de lutter efficacement contre le système capitaliste s'est fortement manifestée.

• Schlumpf (Haut-Rhin)

«Le textile, ça ne paye plus ! Plaçons notre fric dans les vieux tacots». C'est ce qu'on fait les frères Schlumpf, avec 1 milliard 200 millions (valeur de leur musée) et l'accord des banquiers, juges et autres pouvoirs publics !.

Mais pas celui des 1 300 travailleurs licenciés : ils occupent le musée, les usines et sont décidés à lutter.



La corse malmenée et convoitée

AIUTU PAESANU

(Solidarité paysanne)

De notre envoyé spécial : Lucien Nouveau

La Corse est malmenée et convoitée par la grande finance et par l'État français ; cela est ressenti par tous les Corses vivant de leur travail en Corse même, et également par ceux qui ont dû s'expatrier pour aller chercher du travail qu'il leur était impossible de trouver sur place.



L'une des caves occupées par les jeunes paysans corses (la cave Delpeille). Sur le mur : «Colons, escrocs, dehors», «la terre corse aux corses». (Photo HR)

L'économie de la Corse est encore aujourd'hui une économie rurale et agraire. Pourtant l'agriculture ne s'est pas développée, mais n'a fait que régresser depuis deux siècles.

La Corse malmenée

Et cela ne s'est pas fait au profit d'un développement de l'industrie, puisque cette dernière est quasi inexistante. On constate donc que l'économie, en général, de la Corse a plus que stagné, elle a régressé.

Il y avait 289 000 habitants en 1914, il n'y en a plus que 180 000 en 1970 ; il y avait 12 670 exploitations agricoles en 1930, il n'y en a plus, en 70, que 4 000.

La cause de cette situation : deux siècles d'oppression d'un peuple par la bourgeoisie et l'État français.

L'essentiel de l'agriculture, mis à part celle des rares plaines, est une agriculture de montagne ; c'est-à-dire au coût de production beaucoup plus élevé que la normale. L'État français s'est donc servi de cette inégalité au départ, accentuée par l'insularité, pour rendre la Corse entièrement dépendante au niveau économique, et disposer de sa population au gré des besoins et des circonstances.

Aujourd'hui, la Corse est sur le point de devenir un véritable désert. Des dizaines de villages de montagne se meurent, c'est-à-dire 90 % du territoire de la Corse vidé de ses forces vives.

La Corse convoitée

Cette désertification voulue par la bourgeoisie et l'État monopoliste français est le résultat d'un plan d'ensemble visant à faire de la Corse un vaste complexe touristique pour leur plus grand profit. En fait, elle veut reproduire ce qu'elle avait déjà fait dans la plaine orientale en accaparant les terres laissées incultes pour toutes les raisons que nous avons évoquées plus haut.

Ce plan semble d'autant plus aisé, qu'en Corse, la question de la propriété foncière ne se pose absolument pas du tout comme en France. En Corse, du moins sur l'ensemble de sa partie montagneuse, possède la terre la famille qui l'a travaillée et mise en valeur depuis des générations. Il n'y a aucun titre de propriété. Une terre villageoise laissée libre parce que les conditions imposées par le capitalisme français ne permettaient aux paysans de rester sur sa terre, est une terre prête à être accaparée par tous les requins de la grande finance.

Voilà qui inquiète le peuple corse ; d'ici une dizaine d'années, le processus risque d'être irréversible.

C'est pourquoi, l'affaire de la vente aux enchères de 2 545 ha de terre dont 17 km de côtes, situés au sud de l'ile, a suscité émotion et colère en Corse ces dernières semaines. Ce lot de terre d'un seul tenant représente en effet 1/350e de la surface totale de l'ile, et couvre les communes de Bonifaziu et Figari. Il s'agit d'une terre acquise depuis déjà un certain temps de manière frauduleuse par une quarantaine de sociétés immobilières ayant aujourd'hui déclaré faillite, où devait être construit un grand complexe touristique, la «Testa Ventilegna». Ce grand domaine a été acheté par la «Financière 33», une filiale de la «Paternelle», elle-même filiale du groupe monopoliste Suez-Indochine, l'un des plus gros propriétaires terriens de France.

Beaucoup de Corses sont conscients de ce qui se prépare de façon insidieuse dans leur dos. L'oppression suscite tôt ou tard la lutte. Et un des aspects de cette lutte est celle pour conserver sa terre, reprendre celle qu'on lui a volée, pour y travailler.

«Aiutu paesanu»

De jeunes paysans démunis qui occupent les terres des colons faillis, voilà qui redonne espoir et constitue un encouragement pour l'avenir de ce combat.

Les terres occupées sont travaillées collectivement



Depuis le 13 février, en effet, de nombreux jeunes agriculteurs ont entamé l'occupation de 1 200 ha de terre qui avaient été usurpées par des colons, venus il y a quinze ans d'Algérie, et aujourd'hui en «faillite». Ces jeunes paysans ont commencé en commun le travail de défrichage, et sont bien décidés à rester sur leur terre, quoi qu'il en coûte.

Un autre fait a également montré le développement du mouvement paysan corse, c'est la création de «Aiutu paesanu» (solidarité paysanne) qui, à partir de cette occupation de terre, s'est donné comme but «... d'aider les jeunes agriculteurs en place actuellement, non seulement à garder la terre sur laquelle ils travaillent mais à leur donner les moyens de pouvoir la travailler et la garder».

Soutenu par le mouvement «Aiutu paesanu», s'est tenu avec succès le 27 mars à Paris, un meeting de solidarité et de popularisation de la lutte des paysans corses occupant actuellement les 1 200 ha de terres des colons faillis.

Voici des extraits de la déclaration d'un représentant des paysans corses venu spécialement à Paris pour ce meeting.

Un paysan corse parle :

«Nous devons faire comprendre aux Corses que l'heure est venue de récupérer notre patrimoine national. Notre lutte devra s'étendre à toutes les terres convoitées par le tourisme et les spéculateurs dans la montagne et sur la côte.

Nous appelons tous les Corses à se mobiliser sur cet objectif. Nous appelons les Corses exilés par la colonisation à créer des listes de gens prêts au retour. La terre devra être redistribuée aux plus démunis et à ceux qui ont été exilés. Cette mobilisation brisera la colonisation de l'île.

»Ils ont mis en coupe réglée la plaine orientale. Les terres communales ont été cédées par les élus vendus à l'administration. Le résultat de cette politique a été l'abandon de l'agriculture sur les plateaux : la culture du blé et l'élevage ont pratiquement disparu si bien que nous sommes dépendants de la métropole pour nous nourrir : Nous ne produisons même pas de pommes de terre. Notre agriculture est devenue une agriculture de colonisation. Cette terre nous appartient, il n'est pas question de la payer aux colons. Il faut nous organiser pour que notre peuple revienne.

«... La SAFER ne réglera rien, même si on y place des autonomistes ; c'est une institution aux mains des agents coloniaux. Nous voulons des structures adaptées à notre situation, sinon on ira à l'échec.

»Les autres paysans comprennent et soutiennent notre action ; ils nous prêtent des tracteurs. Nous recevons des jeunes qui viennent nous aider à travailler. Devant cette situation, les colons ont peur, mais ils ne veulent pas partir comme cela. Au début, on attendait la police, mais elle n'est pas venue. Maintenant tout dépendra de l'attitude que prendra l'administration : si elle durcit ou non sa position, en utilisant la mise en place de la SAFER dans un but défavorable. De toute manière, même au cas où ils feraient des concessions, nous nous méfierons. Nous sommes décidés à ne rien céder».



Blocage du port du Havre le 28 mars 1977

LE PLUS GRAND EGOUT DE FRANCE

De notre envoyé spécial

Pendant trois jours et trois nuits de suite, les marins-pêcheurs du Havre et de toute la région de l'estuaire (Honfleur, Trouville, etc.) ont bloqué l'entrée du port du Havre pour protester contre les rejets industriels qui, de Rouen au Havre, font de la Seine le plus grand égoût de France, détruisant flore et faune marines sur plusieurs kilomètres au large. *«Si ça continue,* dit un marin, *c'est bientôt toute la Manche qui va mourir, et nous avec.»* C'est que déjà, en effet, en 10 ans tous les anciens pêcheurs sont là pour le dire, la prise a baissé de moitié. Certaines espèces que l'on prenait autrefois ne sont plus là. Quant aux moules, elles sont toujours là mais impropres à la consommation pour la plupart. Ce n'est pas la construction d'une centrale nucléaire à quelques dizaines de kilomètres de là, à Paluel, ni des trois autres prévues dans la région, qui arrangeront les choses. L'augmentation de 5 % de la température qu'elles provoqueront à 10 kilomètres à la ronde suffira à tout détruire dans l'eau de cette zone.

En ce qui concerne l'estuaire, la principale pollution provient du rejet par l'usine Thann-et-Mulhouse de sulfate de fer d'une part et d'autre part du phospho-gypse rejeté par l'APC de Rouen.

Pour l'instant les pêcheurs ont suspendu leur mouvement et négocient avec le gouvernement et les pollueurs, mais ils sont bien décidés à reprendre la lutte si la situation ne s'arrange pas. Le nombre de bateaux est passé de 73 à moins de 40 en 4 ans à Honfleur. Pour les pêcheurs, une seule alternative : lutter ou disparaître.

Fernand Lenoir

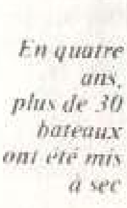
Un problème typiquement capitaliste

L'exemple des rejets de phospho-gypse par l'APC de Rouen est une illustration parfaite de la manière dont le problème de la pollution est traité en système capitaliste. L'APC est une usine chimique qui traite divers produits. Ces traitements entraînent la séparation du phospho-gypse. C'est ce produit qui est rejeté à la mer et qui est une des causes principales de la disparition du fond marin, donc des poissons. C'est normal car le phospho-gypse c'est à très peu de choses près du plâtre ! Ainsi, on balance à la mer tous les ans des milliers de tonnes de plâtre qui pourraient tout à fait être employées dans la construction sous forme de carreaux de plâtre.

Jusque il y a quelque temps, les rejets étaient directement faits au niveau de Rouen, dans la Seine. Malgré toutes les protestations, à l'époque l'administration ne s'en soucia guère. Jusqu'au jour où l'on s'aperçut que les chaudières des usines du bord de Seine étaient complètement entartrées. Ce furent alors les patrons qui élevèrent la voix. Et là, l'Etat prit des mesures immédiates et interdit ces rejets dans la Seine. Depuis, le phospho-gypse est chargé sur des barques et déversé en plein estuaire.

On parle d'une nouvelle zone de rejet, mais celà ne revient qu'à déplacer le problème. On a bien installé à l'APC une unité de fabrication de carreaux de plâtre pour ces rejets, mais cette unité ne fonctionne qu'à moins de 50 % de ses possibilités car sinon le cours du plâtre baisserait, et les capitalistes ne le veulent pas.

Ainsi, ce problème est bien un problème du système capitaliste pourri. C'est l'illustration de son gâchis. On préfère jeter le plâtre à la mer plutôt que de faire baisser les cours. Quant à la pollution, tant qu'elle ne les gêne pas dans leurs profits, les capitalistes s'en moquent éperdu ment.



En quatre ans, plus de 30 bateaux ont été mis à sec



MAIN BASSE SUR LE MARAIS



Malgré les provocations des flics, les habitants forment une chaine pour bloquer l'accès de l'immeuble à la RIVP (Sica-Press)

Pour les promoteurs tous les moyens sont bons

Le Marais, quartier historique de Paris, au voisinage de la Bastille, est devenu la proie des promoteurs. Grâce au prix assez bas des loyers(loi de 1948) le peuple de Paris avait investi les hôtels anciens. Des artisans y avaient installé leur établi, des petits commerçants leur boutique, des familles ouvrières y habitaient. Depuis que la rénovation de luxe y sévit les boutiques sont murées, les artisans délogés, 45 000 habitants ont été chassés. Une bourgeoisie huppée loge maintenant, à prix d'or, dans les anciens quartiers populaires. Mais dans plusieurs îlots la résistance contre les expulsions s'est organisée et récemment des mal-logés n'ont pas hésité à occuper des logements vides.

Sous prétexte de «restauration», les promoteurs rénovent de fond en comble les immeubles anciens pour les revendre ou les louer à des prix exhorbitants : 1 million par m2 à la vente et 800F de loyer annuel par m2 pour un studio.

En fait, il suffirait de «ravaler» les façades et d'entretenir les parties communes que la ville de Paris a, comme un fait exprès, laissé à l'abandon. Car à l'intérieur, les appartements sont propres et les habitants y ont même installé par leur propre travail un certain confort. L'augmentation des loyers constitue déjà un moyen tout trouvé pour obliger les anciens locataires à partir.

Les sociétés mixtes auxquelles la ville de Paris a jeté en pâture les îlots du Marais les uns après les autres ont ainsi pu réaliser des profits fabuleux. Par contre les habitants sont massivement déportés aux portes de Paris ou dans des banlieue éloignées de leur travail.

Un sigle : RIVP

Société mixte chargée de rénover l'îlot St-Paul, la Régie immobilière de la ville de Paris a les reins solides : les banques auxquelles elle est liée s'appellent «Suez» et «Paribas». Elle a proposé, pour favoriser les départs «en douceur», des relogements à des prix «étudiés» dans des immeubles déjà rénovés des premières tranches. Mais après avoir signé un bail de trois ans les rares locataires qui pouvaient payer le loyer ont rapidement déchanté. Les loyers et les charges peuvent être augmentés sur simple avis ; la RIVP a fait installer le «tout électrique» qui revient plus cher, oblige à racheter cuisinière, chauffage etc. Rien ne garantit quelle renouvelera le bail au bout de trois ans et en attendant elle se donne tous les droits pour le résilier quand bon lui semble. Bref ce relogement est de toute évidence une manœuvre pour déloger les habitants d'abord de leur appartement puis du quartier.

Un promoteur de choc au bras long

Quand des locataires résistent la RIVP emploie un tout autre langage : pressions, manœuvre d'intimidation, etc. Ses «videurs» n'hésitent pas à menacer : «Si vous ne signez pas l'acceptation de relogement, on vous mettra à la rue !... On vous enverra l'huissier !...etc. Lorsque cinq familles de mal-logés ont décidé d'occuper les logements vides ça a été le coup de pied dans la fourmilière. Pensez ! Quel mauvais exemple pour les nombreux mal-logés du Marais (plus de 7 000) alors qu'il y a 5 000 logements vides !

Depuis, la RIVP s'agite dans tous les sens. Elle met en branle la justice, la police, jusqu'au préfet...

N'a-t-il pas fallu bien des démarches, la mobilisation des parents d'élèves et de la population pour faire accepter les enfants dans les écoles du quartier malgré «l'ordre du préfet» tout à fait illégal.

La RIVP a envoyé en première ligne son directeur adjoint M. Bilhouet. Il a d'abord cherché à interdire la pose du gaz et de l'électricité en se faisant passer pour le propriétaire. Démasqué par les occupants, il a lancé avant de partir «on reviendra vous déloger de force avec la police».

Mardi 29 mars, il revenait sous la protection d'une trentaine de CRS pour faire arracher les portes, les tuyaux d'eau, tenter de murer, d'ailleurs sans succès, l'accès d'un des escaliers de l'immeuble.

Jean Nestor



... puis ils détruisent les cloisons qui venaient d'être posées pour empêcher les occupations. (Sica-Press).



Le 3 mars, des centaines de personnes ont manifesté contre les expulsions et pour le droit au logement décent. (Photo HR)

Les habitants refusent les expulsions

En 1974, les habitants de l'îlot François Miron, rue de Jouy-Fourcy, ont appris que la ville de Paris avait l'intention de céder l'îlot à la fondation Maeght pour en faire un «lieu artistique».

Rien n'était prévu pour les 292 habitants de l'îlot! Le 5 mars 1975, 3 000 personnes manifestaient dans la rue. C'était le point de départ d'un développement important des comités de défense regroupés dans cette structure de coordination qu'est l'intercomité. Depuis, bien des étapes ont été franchies.

La RIVP essaye de morceler les luttes en s'attaquant aux immeubles les uns après les autres. Elle menace les habitants de représailles s'ils participent au comité de défense: «N'allez pas au comite, dit-elle, c'est nous qui commandons ici» ! mais maintenant dès qu'un immeuble est menacé, ses habitants vont trouver l'Intercomité et s'organisent en comité local de défense. Ils prennent ainsi eux-mêmes en main la lutte pour leur revendication : «Maintien dans les lieux, conditions de logement décentes».

Occupations : avec l'appui des habitants

Dans l'îlot St-Paul, il y a de nombreux logements vides alors que les habitants ne sont pas de trop pour lutter contre les expulsions. Et dans le Marais, 5 000 mal-logés demandent, pour beaucoup depuis des années, un logement décent.

Un débat a donc eu lieu dans tous les comités de défense au sujet des expulsions et tout le monde a dit «bien sûr, il faut occuper».

Les cinq familles qui ont décidé d'occuper ne sont pas des «squatters». Elles ont quitté leur ancien logement parce qu'elles vivaient dans des conditions intolérables avec des enfants. Elles sont prêtes à payer un loyer sur la base de la surface corrigée loi-1948. Les occupations soigneusement préparées ont reçu le soutien de comités de lutte des rues voisines : qui apporte un meuble, qui aide à faire la peinture, etc, sans parler de la surveillance des immeubles et de la protection des familles contre toute provocation.

Le rêve du PCF : récupérer la lutte du Marais

Il regarde avec convoitise ces habitants qui résistent aux expulsions : quel beau tremplin électoral dans le fief de Chirac. Dès qu'il en a l'occasion, il s'efforce de se mettre en avant, de court-circuiter l'Intercomité qu'il baptise dédaigneusement «comité local».

Certes, il pourra peut être montrer son élu au premier rang de la manifestation du 31. Mais c'est qu'il a couru s'y mettre en voyant les photographes. En fait, les habitants n'ont pas laissé mettre en tête du défilé la banderole du PCF et ce «zélu zélé». Ils se sont regroupés derrière la banderole de l'Intercomité et ce sont leurs mots d'ordre qui ont été repris : «Maintien des familles occupantes», «Réfection légère au profit des locataires», «Non aux expulsions, expulsons les expulseurs», etc.

Quant au mot d'ordre du PCF, devinez ! C'est «rénovation sociale». Les habitants de la banlieue Sud de Paris où les municipalités «de gauche» à majorité PC sont actionnaires de la SEMISE en ont fait l'expérience. Si elle ne rapporte pas aux mêmes ce sont toujours les locataires qui en font les frais.

La RIVP cherche, en effet, à les déloger ou à tout casser pour rendre la vie impossible. La ville de Paris a fait comparaître les familles occupantes devant le tribunal des référés qui a donné un délai de trois mois... avant l'expulsion.

Mais fortes du soutien des habitants du quartier, elles se préparent à faire échec à toute tentative. La dernière agression de la RIVP le 29 mars a bien fait long feu malgré une forte protection policière. Et plusieurs centaines de personnes ont alors manifesté avec l'Intercomité leur volonté de lutte.

Jean Nestor

En bref

• Logement social ?

Le 7 mars dernier, à Wissant, petit village du Pas-de-Calais, une famille avec 7 enfants a dû se réfugier dans un abri de bus pour passer la nuit. Le père venant d'être licencié de son emploi, elle avait été obligée, faute d'argent, de quitter son logement.



• Colère à Usinor

Jean-Marie Domain, ouvrier fondeur âgé de 38 ans, père de 4 enfants, a été très gravement brûlé alors qu'il procédait au débouchage d'un trou de coulée. Il est mort dimanche dans le service des grands brûlés de l'hôpital de Lille.

Les patrons d'Usinor sont directement responsables de cette mort. Voilà longtemps qu'ils refusent la mise en place d'une cinquième équipe pour les «feux continus». Au moment de l'accident cela faisait le 7e jour consécutif que Jean-Marie Domain travaillait à son poste. En apprenant sa mort tous les travailleurs des hauts fourneaux ont arrêté le travail pour manifester leur colère et exiger que leurs revendications soient satisfaites.



• La crise assassine

Dernièrement on apprenait la mort d'une mère de 3 enfants, Mme Aubry. La police était venue la chercher dans son village en l'accusant du vol d'un beefsteack dans un supermarché de Dinan. Conduite au commissariat, elle a nié. Le jour où elle devait comparaître devant le procureur elle s'est suicidée en se jetant dans la Rance.



• Bavures policières

Dimanche 27 mars, les gendarmes de Carry-le-Rouet repèrent une voiture volée qu'on leur avait signalée. Le conducteur, pris de panique, tente de s'enfuir. Un gendarme tire et le jeune homme âgé de 20 ans s'écroule, blessé à mort pour le vol d'une voiture. Les gendarmes n'en sont pas à leur coup d'essai. On se souvient que le 8 avril 1975 trois flics du SRPJ de Versailles avaient ainsi tué par erreur un représentant de commerce.



• Sécurité sociale

A l'approche de mesures impopulaires le gouvernement a demandé à Simone Veil de remplacer Beullac. Il espère qu'elle saura mieux s'y prendre pour faire passer la pilule. Elle a déjà montré son savoir-faire en lançant une campagne d'«économies» pour réduire les frais hospitaliers et donc les possibilités de soins. Le pouvoir lui donne le feu vert pour grignoter au maximum les avantages sociaux des travailleurs. Mais ceux-ci feront en sorte que Veil comme Beullac s'y cassent les dents.

• Qui est relogé à Paris ?

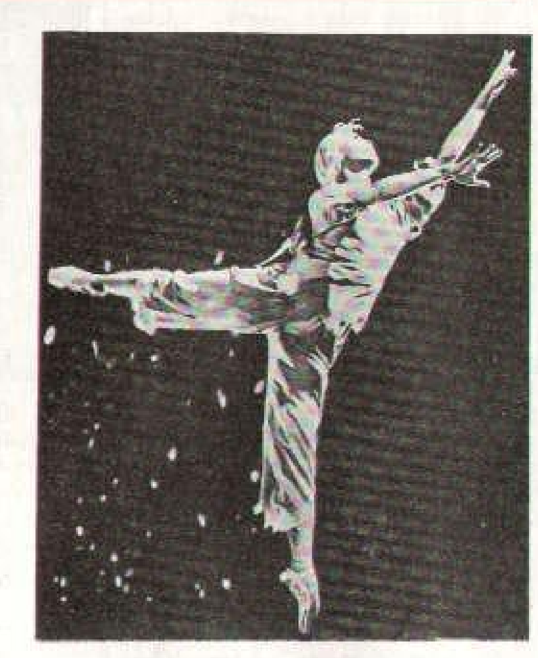
Depuis 68 la rénovation a déjà vidé Paris de dizaines de milliers de travailleurs et d'ouvriers tandis qu'y affluent les cadres supérieurs et la bourgeoisie. 142 000 personnes habitent à 3 ou 4 de vastes appartements de 6 pièces et davantage, sans compter les 38 000 résidences secondaires habitées de temps en temps et les 80 000 logements vides.

Paris n'est pas devenu pour autant une «ville de riches» pour tout le monde, loin de là, puisque la moitié de ses habitants loge dans des «une-pièce» ou des «deux-pièces». Et depuis la fin de la «trêve» d'hiver, le 1er avril, 5 000 personnes sont à nouveau sous le coup d'une expulsion.



Mais comme le montre l'exemple du Marais les familles populaires de Paris ne sont pas résignées à se laisser expulser ou à croupir dans des taudis.

«La première troupe chinoise à l'étranger depuis l'écrasement de la bande des quatre»



«La Fille aux cheveux blancs», symbole de la libération du peuple chinois.

Entretien avec la troupe des Ballets de Shanghaï

C'est un évènement. Depuis le 31 mars la troupe des ballets de Shanghai est en France pour une tournée d'un mois qui la conduit de Paris à Nice, à Lyon et à Nancy.

Le 6 avril au matin, malgré la fatigue due à la représentation de la veille, au nom de toute la troupe, la directrice, le directeur et quatre artistes de la troupe ont bien voulu recevoir à leur hôtel, nos camarades Henri Jour et Léon Cladel et s'entretenir avec eux durant plus de trois heures. Ils l'ont fait avec la chaleur, la simplicité et le sérieux propres à des travailleurs artistiques dévoués à la cause révolutionnaire de la classe ouvrière et des peuples et nations opprimés. Ce qu'ils disent constitue un document passionnant sur la conception de l'art, la liaison des artistes avec les ouvriers, paysans et soldats, les méfaits de Kiang-Tsing et sa bande dans le domaine culturel notamment à Changhaï et bien d'autres aspects de la Chine d'aujourd'hui.

Pour les lecteurs de l'Humanité rouge, nos camarades ont choisi quelques uns des passages les plus significatifs de cet entretien.

Votre visite en France, les représentations que vous donnez constituent un évènement dans les relations entre nos deux peuples : c'est en effet la première fois qu'une troupe de ballets chinois se rend dans notre pays. Pouvez-vous nous dire l'importance que vous accordez à cette tournée, quelle est à vos yeux sa portée idéologique et qu'est-ce qui vous a guidés dans la mise au point des programmes ?

La Directrice :

La tournée de la troupe de Ballets de Changhai a été décidée dans le cadre des accords culturels conclus entre la Chine et la France et sur invitation du gouvernement français.

En fait, c'est la première troupe de cette importance que la Chine envoie à l'étranger depuis que le dirigeant clairvoyant du peuple chinois, le président Houa Kouo-feng et le Comité central du Parti ont écrasé la bande des Quatre ! C'est pourquoi, nous attachons une grande importance à cette visite.

Alors nous avons en fait préparé deux programmes : le premier programme, c'est le ballet «La Fille aux cheveux blancs».

Le second est composé de chants et de danses folkloriques avec en plus quelques scènes du ballet dont je viens de parler. Nous voulons faire de notre visite une occasion pour mieux faire connaître au public étranger en général et français en particulier, les artistes chinois qui appliquent la politique définie par le président Mao (surtout depuis l'écrasement de la bande des Quatre), et aussi nous voulons faire connaître les résultats obtenus dans nos efforts pour mettre en application la politique consistant à «faire s'épanouir cent fleurs et rivaliser cent écoles» et à ce que «l'ancien serve le présent, que l'étranger serve le national».

«Un apport nouveau à l'amitié entre nos deux peuples».

D'autre part, nous nous considérons également comme des messagers porteurs des sentiments d'amitié des artistes et du peuple chinois auprès du peuple français et des travailleurs artistiques de France. Nous voulons faire de notre visite un apport nouveau à l'amitié entre nos deux peuples, et aussi une contribution nouvelle aux échanges culturels, à la coopération entre les deux peuples.

La camarade :

Nous désirons connaitre les observations et les remarques des spectateurs français aussi vite que possible.



Ting Hsueh-sung, vice-présidente de l'Association chinoise d'amitié avec l'étranger et directrice de la Troupe et Li Kuang-hsi, chanteur.

— HR : Peut-être que la camarade peut nous parler de son instrument et de son travail d'artiste ?

La seconde camarade : l'instrument musical dont je jouais hier soir est un instrument vieux de 2 000 ans. Sous la dynastie des Tang (*), on connaissait déjà cet instrument.

Avant 1949, c'était un instrument d'accompagnement, maintenant c'est devenu un instrument dont on peut jouer en solo ; il y a eu pas mal d'améliorations : maintenant cet instrument-là a une gamme de sons beaucoup plus complète.

J'ai commencé à apprendre cet instrument à 8 ans. Depuis la Libération, j'ai eu beaucoup de facilités pour apprendre, c'est pourquoi j'ai pu entrer au Palais des pionniers. Et puis, à l'âge de 13 ans, je suis entrée à l'école secondaire du Conservatoire de Changhai. Les conditions dans lesquelles j'ai fait mes études ont été très bonnes, mais quand je regarde la voie que j'ai suivie depuis mon enfance, il faut dire que c'est seulement à partir de la Grande révolution culturelle prolétarienne que j'ai pu trouver la voie juste.

Le président Mao nous a appris que pour un artiste la premi ere chose à faire c'est de changer de position, c'est-à-dire d'adopter un point de vue juste ; c'est seulement ainsi que, par nos œuvres littéraires et artistiques, nous pourrons servir les ouvriers et les paysans. Depuis la Révolution culturelle, je me suis rendue à plusieurs reprises parmi les ouvriers et les paysans. Et cette expérience-là a profondément transformé ma mentalité, mon idéologie et mon attitude dans le domaine de la création artistique.

Par exemple, j'ai visité l'ancien domaine d'un gros propriétaire foncier de la province de Setchouan.Ce propriétaire-là était vraiment un despote et un propriétaire typique en Chine, pire que le propriétaire de la Fille aux cheveux blancs. J'ai pu visiter le domaine et comparer d'une part les conditions de vie misérables des paysans, les instruments de torture, la prison à eau, les peines qu'on leur infligeait, avec d'autre part la vie luxueuse du propriétaire foncier. J'ai pu rencontrer aussi Lang Lei Ye, la seule paysanne survivante de cette prison à eau, ainsi que d'autres paysans déjà invalides ou bien amputés d'une jambe ou d'un bras à cause des tortures de la part du propriétaire foncier.

— Pouvez-vous décrire cette prison à eau ?

Au rez-de-chaussée, on trouve une stèle de Bouddha pour la prière et l'adoration. Mais en bas, juste en dessous, se trouve une cave hermétique avec, au fond , de l'eau ; puis, une cage avec des piques, conçue pour emprisonner une seule personne à la fois. Quand les paysans ne pouvaient plus supporter les souffrances en restant debout, ils roulaient sur les piques ou tombaient dans l'eau fangeuse. On pouvait même emprisonner un paysan dans la cage tout en gardant un autre paysan dans l'eau. Le propriétaire foncier faisait jeter en prison tous les paysans qui ne pouvaient pas payer leur fermage. C'est ce qui est arrivé à la camarade Lang Lei Yé . Nous leur rendons visite le plus souvent possible.

C'est pourquoi, quand j'exécute le morceau «Près de la rivière», j'ai toujours à l'esprit les images de ces paysans, et je me fais un devoir de refléter les souffrances que les paysans ont endurées dans l'ancienne société et qu'ils m'ont décrites les larmes aux yeux.

— Le directeur-adjoint de la troupe :

Avant, la camarade jouait aussi ce morceau : «Les eaux de la rivière». Mais au début, elle se préoccupait seulement de la perfection technique. Après la Révolution culturelle, elle est allée vivre et travailler chez les paysans. Et maintenant, on sent qu'elle interprète cette musique avec chaleur. Alors qu'avant elle jouait seulement avec virtuosité.



Min Hui-fen (musicienne) et Mong Po, responsable du Bureau des Affaires culturelles de la municipalité de Changhai et chef-adjoint de la Troupe.

«Si on ne connait pas la vie des masses, comment peut-on la refléter ?».

Je pense que la camarade vient de décrire l'essentiel de ce qui fait la vie des artistes. Nous devons toujours nous exercer pour perfectionner notre maitrise artistique. Mais surtout, il est très important pour nous de vivre, très fréquemment du moins, parmi les ouvriers, paysans et soldats. Ceci non seulement pour notre transformation idéologique, mais aussi pour l'élévation du niveau artistique de nos œuvres. En effet, nous avons pour but de refléter la vie et les luttes des ouvriers, paysans et soldats chinois. Si nous ne la connaissons pas, comment arriverons-nous à la refléter ? Ainsi, nous nous rendons souvent auprès des masses populaires et nous soumettons nos ouvrages à leurs critiques.

C'est de cette façon que nous appliquons la politique du président Mao : «Mettre la littérature et l'art au service des ouvriers, des paysans et soldats».

— Comment avez-vous choisi dans les techniques occidentales ce qui pouvait convenir à vos objectifs et aux goûts chinois ?

Tout d'abord, cela dépend des besoins que nous éprouvons dans la création théâtrale. Ce qui guide notre jugement, c'est comment mieux refléter le contenu politique de cet art.

C'est pourquoi, dans plus de 800 représentations de «La Fille aux cheveux blancs» à la campagne, chaque fois nous entendions les vieux paysans scander : «A bas les propriétaires fonciers».

Par exemple dans le ballet occidental, il y a le «levé». Dans le ballet classique, les bras tombent pour refléter l'image d'une belle fille. Alors que, chez nous, le personnage c'est une jeune fille paysanne qui a l'air indignée, révoltée. Donc, nous avons adopté la tenue sur les pointes mais en levant les bras pour donner le dynamisme et l'énergie.

Par exemple, l'arabesque : dans le ballet classique, on sentait plutôt un flottement en l'air. Nous avons adopté la grâce de la jolie fille en gardant l'essentiel de ce mouvement et en y ajoutant le fait qu'elle pointe le doigt vers le propriétaire foncier. La grâce et l'indignation sont associées. C'est ainsi que nous avons essayé de combiner la forme occidentale en lui injectant un contenu politique actuel. Par exemple, après la mort du vieux paysan, sa fille pour exprimer son grand chagrin, marche sur les genoux. Cela est emprunté à l'opéra classique chinois.

Dans la 8e armée de route, lorsque Ta Tchouen combat, il y a un mouvement emprunté à la boxe traditionnelle chinoise. Lorsqu'il découvre Hsi Eul il frappe violemment son genou droit avec sa main gauche ; c'est un élément emprunté à l'opéra traditionnel chinois. Nous avons observé les soldats pour reprendre le geste du lancement de la grenade.

«Les soldats criaient : Vengeons Hsi-eul !».

En 1942, année de la Conférence de Yénan sur la littérature et sur l'art, on a créé «La Fille aux cheveux blancs». Cet opéra a joué un rôle important dans la guerre de Résistance contre le Japon et dans la guerre de Libération. Souvent, après avoir vu cet opéra, les soldats se battaient avec plus de détermination. Au Front, ils s'écriaient : «Vengeons Hsi Eul.» Ceci explique la popularité de «La Fille aux cheveux blancs».

D'un côté, «La Fille aux cheveux blancs» jouit d'une large popularité. D'autre part, les personnages et les actions permettent d'être adaptés à des genres variés.

En 1964, on a créé quelques actes de ce ballet. En 1965, le ballet complet est achevé. Après la première représentation de ce ballet, en 1965, nous avons organisé de nombreuses discussions avec les ouvriers, paysans et soldats pour noter leurs observations. Leurs réactions ont été plutôt favorables. Ils ont dit que c'était une révolution dans le ballet. Le premier ministre Chou En-lai et le vice-premier ministre Chen Yi ont assisté à ce spectacle à plusieurs reprises et ils ont tous les deux encouragé les artistes.

«La bande des Quatre voulait usurper toute la révolution artistique».

1964-65-66 : pendant ces trois années, Kiang Tsing a résidé assez longuement à Changhai. A cette époque-là, Moung Po, le camarade directeur adjoint, était directeur municipal des Affaires culturelles, il avait demandé plusieurs fois à Kiang Tsing de venir assister à la pièce. Elle avait refusé à chaque fois. A deux reprises, elle avait dit qu'elle viendrait, chaque fois, les artistes ont attendu en costume avec leur maquillage.

En avril 1967, quinze jours avant que le président Mao assiste à la pièce, elle est venue à la hâte. Une seule présence au spectacle lui donnait le prétexte de se prétendre créatrice du ballet. Quelles étaient les observations qu'elle avait faites ? Ses observations contredisaient justement ce que le président Mao et le premier ministre Chou En-lai avaient apprécié. Et le président Mao et les autres dirigeants ont insisté sur le thème qui avait été bien choisi.

Kiang Tsing et ses acolytes ont prétendu qu'il fallait changer de thème en disant qu'il fallait supprimer les préludes et le dernier acte. Le thème initial reflétait les souffrances et la lutte des paysans à travers une jeune paysanne. Alors que la bande des Quatre voulait imposer surtout des thèmes sur le jeune paysan. Donc il aurait fallu, selon eux, représenter un spectacle de combat dont le héros serait un homme. Il y aurait eu plusieurs jeunes filles dans la montagne. Ceci donnait un aspect très différent de l'histoire, au début populaire. 9 ans ont passé depuis le premier remaniement. Chaque remaniement dénaturait un peu plus l'histoire initiale. On ne comprenait rien à ce qui se passait, le public posait la question : maintenant c'est laquelle ? Où est la fille aux cheveux blancs ? Alors que la bande des Quatre lançait des slogans aujourd'hui qu'elle pourrait renier le lendemain. Il en était de même pour l'Opéra de Pékin.

Avec des remaniements comme ça, nous vivions de plus en plus dans la confusion. La bande des Quatre voulait se présenter comme le porte-drapeau de la Révolution culturelle. C'étaient des usurpateurs. Il en est de même pour l'Opéra. Prenons l'exemple de la «Prise de la montagne du tigre». Kiang Tsing demande à l'auteur le manuscrit de la pièce. Le manuscrit lui est remis. Un mois se passe sans que Kiang Tsing en lise une seule page. Un jour, brusquement, Kiang Tsing, par la bouche de Tchang Tchouen-kiao, fait savoir qu'elle a besoin plutôt d'un alinéa (donc un résumé du manuscrit). Le nouveau papier lui fut remis une semaine après. Tchang Tchouen-kiao disait que Kiang Tsing voulait donner des instructions. Au début, on ne voyait pas Kiang Tsing. Elle nous envoyait un enregistrement de sa voix. (éclats de rires)

Après l'écoute, tout le monde trouvait l'enregistrement bizarre. En fait, c'était le deuxième papier. Seul un changement d'ordre y avait été apporté. Après l'enregistrement, on a vu Kiang Tsing, elle nous dit : «Après avoir lu le manuscrit, j'ai réfléchi pendant beaucoup de jours et je n'ai pas réussi à dormir pendant des nuits de suite». Comme elle avait été actrice, elle savait fort bien jouer la comédie. (éclats de rires) Elle continua : «C'est pourquoi je vous ai donné mes observations que vous venez d'entendre. Comme je ne suis pas en bonne santé, je n'ai pu donner mes directives tout d'un coup, c'est pourquoi j'ai utilisé un magnétophone». Comme le camarade acteur principal de la pièce trouvait cela ridicule, Tchang Tchouen-Kiao prit une mine sévère et dit : «Voilà les instructions on ne peut plus importantes que Kiang Tsing donne après avoir dépensé toute son énergie».(Rires) A partir de ce moment-là, Tchang Tchouen-Kiao et Yao Wen-yuan disaient toujours que c'est grâce à l'activité de Kiang Tsing qu'on

a pu créer «La prise de la montagne du tigre». En même temps, pour usurper toute la révolution artistique, ils ont confisqué tous les manuscrits et les ont jetés au feu.

– Mais comment cela a-t-il été possible?

L'ancienne danseuse-étoile : il faut admettre un fait : c'est qu'au cours de la Révolution culturelle une partie du pouvoir a été usurpée par la bande des Quatre, surtout dans le domaine de la propagande et des mass-média. Seulement, une petite partie de gens les suivaient consciemment. Les sentiments de la population comme ceux



Ku Hsia-mei, danseuse de «La Fille aux cheveux blancs» qui fut persécutée par la bande des Quatre.

des travailleurs artistiques et culturels étaient l'indignation. Mais ils étaient obligés de noter cela au fond de leur cœur. C'est pourquoi la bande des Quatre croyait avoir vraiment une grande influence. A Changhaï par exemple. Mais une fois que le président Houa Kouo Feng eut liquidé la bande des Quatre, toute la population de Changhaï a exprimé sa joie comme une éruption volcanique.

Spontanément, les ouvriers, les étudiants, même les paysans dans la campagne, sont descendus dans la rue. Partout, on voyait des journaux muraux et très rapidement les méfaits de la bande des Quatre ont été dénoncés et tout le monde acclamait le président Houa en disant : «Le président Houa a très bien fait en suivant les prescriptions du président Mao. Quant à la bande des Quatre, en un clin d'œil, ils se sont trouvés privés de tout soutien. Par exemple, à l'école de danse de Changhaï, on avait créé une œuvre : «La longue Marche». Kiang Tsing interdisait la représentation de cette pièce. C'était pourtant une œuvre apparue en 1965. Sa représentation était très appréciée du public. Tchang Tchouen Kiao accusait cette pièce d'être une œuvre en hommage aux vieux.

Tout le monde sait que sans le président Mao et cette génération de vieux révolutionnaires, il n'y aurait pas eu le triomphe de la Révolution chinoise et pas non plus la Chine d'aujourd'hui. L'interdiction de cette œuvre était un aspect de la tentative des Quatre pour usurper la direction suprême du Parti et de l'État.

Après l'écrasement de la bande des Quatre, les traditions révolutionnaires sont réapparues. Par exemple, Ku Hsia-mei était danseuse étoile («La Fille aux cheveux blancs») elle avait dès le début marqué son mécontentement à l'égard de Kiang Tsing. Elle a fait l'objet de toute une série de brimades.

– Parlez nous en, camarades

D'abord une impression : il est beaucoup plus facile de reconnaître un ennemi armé. Comme le président Mao l'avait indiqué dès la Libération, il ne faut jamais relâcher sa vigilance devant l'existence d'ennemis non armés. La bande des Quatre ce sont des loups déguisés en agneaux. Moi, j'ai pu connaître ces choses. A la suite d'un processus, la bande des Quatre s'est révélée pas à pas et les gens l'ont percée à jour avec le temps. Naturellement, il y avait des camarades âgés qui connaissaient bien le passé des Quatre.

Alors, pour éviter d'être dénoncée, la bande des Quatre a employé des moyens abominables pour écarter et même liquider physiquement ces camarades. Le président Mao a déclenché la Révolution culturelle à la fin de 1965. A Changhaï, dès 1966, la bande des Quatre s'est emparée du pouvoir. Parmi les jeunes, déjà nous constations dans les discours que prononçait Tchang Tchouen-kiao des choses qui n'allaient pas dans le bon sens. Alors nous avons signalé cela. Nous avons exprimé notre indignation.

– En quoi ça n'allait pas dans le bon sens?

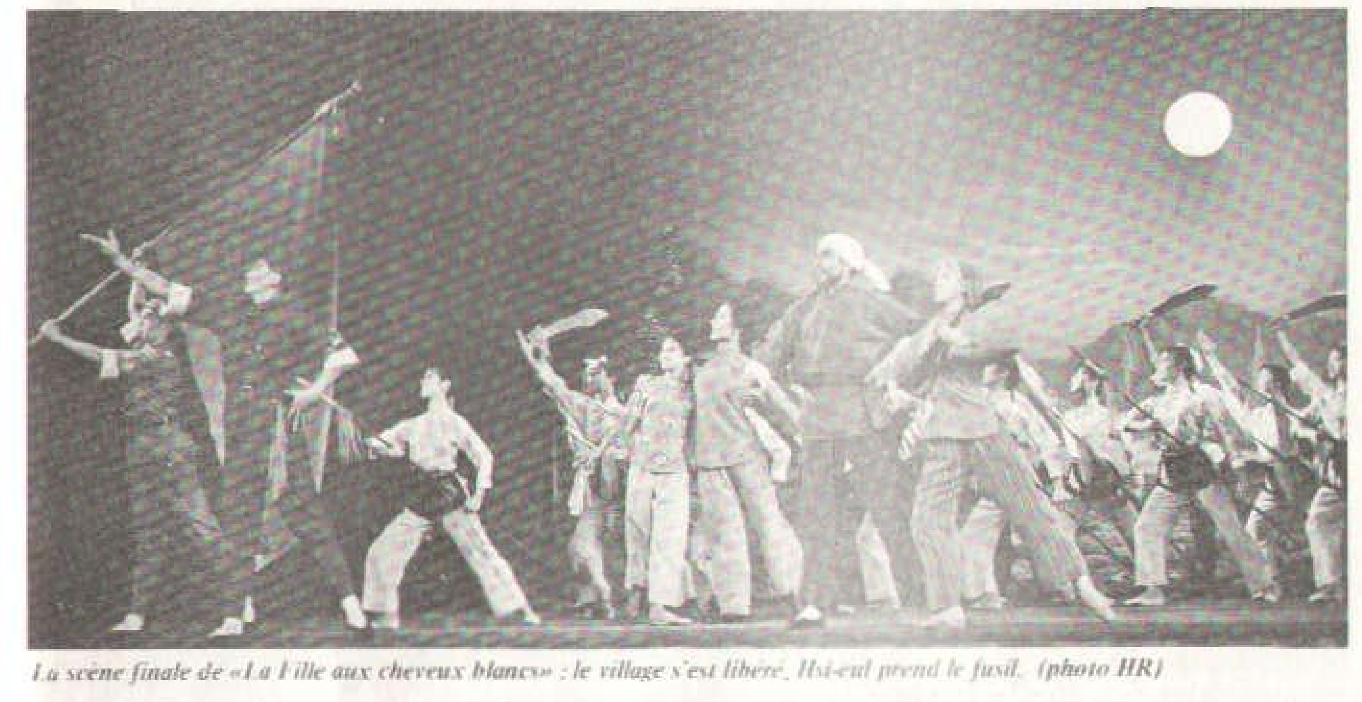
Par exemple, au début de la Révolution culturelle, on critiquait la ligne de Liou Chao-chi en matière de littérature et d'art. Mais, j'avais lu un livre de Tchang Tchouen-kiao et j'avais trouvé beaucoup de choses tout à fait dans le même sens que cette ligne révisionniste : des louanges à la gloire du féodalisme et de la bourgeoisie. A cette époque là, Tchang Tchouen-kiao se faisait passer pour un homme qui avait toujours eu la ligne juste. Aucune critique n'était admise. Par exemple, à cette époque-là, il y avait une critique des ouvrages qui louaient le féodalisme. Il y avait une histoire : «Le serpent blanc». C'était une œuvre en hommage au féodalisme et méprisant la femme. Dans un livre Tchang Tchouen-kiao faisait l'éloge de cet ouvrage.

«J'avais dit que Tchang Tchouen-Kiao était peut-être une bombe à retardement cachée au Comité central».

Alors nous avons réfléchi et dit que ce livre aussi devait faire l'objet de la critique parce qu'il n'y a qu'un critère pour juger : c'est la pensée maotsétoung. Parce qu'on nous a dit : c'est un ouvrage écrit par Tchang Tchouen-kiao. Alors dans ce cas-là, moi j'ai dit : le point de vue est mauvais.

Le processus de la création de «La Fille aux cheveux blancs». Tout à l'heure, nous avons parlé aussi de la propagande de Tchang Tchouen-kiao, Yao, etc. Ils faisaient tout pour faire croire que cette œuvre était une œuvre de Kiang Tsing. Dès 1966, immédiatement après la propagande de la bande des Quatre, j'avais dit que je n'étais pas d'accord avec cette propagande parce que ce n'était pas vrai. C'est le président Mao qui nous a donné la directive en 1963 ; c'est à partir de ce moment-là que nous avons commencé à créer cette pièce et c'est le travail des artistes de la Troupe, en suivant les directives du président Mao ; ce n'est pas une œuvre de Kiang Tsing comme le prétendaient les Quatre.

Et on m'obligeait à changer d'opinion. Pendant des années ; en 1970, on m'obligeait encore à dire que j'avais changé d'idées et j'avais répondu que non. Je pense qu'il faut dire la vérité. En 1970, j'ai dénoncé Tchang Tchouen-kiao en disant qu'il devait faire une autocritique parce qu'il avait aussi opprimé un mouvement étudiant : il n'était pas d'accord avec moi. Et j'avais dit avec perspicacité que, peut-être Tchang était une



La scène finale de «La Fille aux cheveux blancs» : le village s'est libéré, Hsi-eul prend le fusil. (photo HR)

bombe à retardement cachée au Comité central. Et puis, j'avais exprimé un autre avis. Je disais que le président Mao a toujours préconisé d'appliquer une politique juste à l'égard des cadres même avec ceux qui ont commis des erreurs et surtout pour les vieux camarades révolutionnaires puisque, grâce à eux, nous avons arraché la victoire dans la lutte, mais si on regarde un peu Kiang Tsing et Tchang Tchouen-kiao, ce n'est pas dans ce sens-là qu'ils ont mobilisé les masses mais dans un sens contraire.

Et puis, j'avais rappelé que le président Mao avait dit qu'il faut maintenir la stabilité de l'armée, alors que Lin Piao disait qu'il faudrait déclencher un mouvement au sein de l'armée sous prétexte d'abattre une petite poignée de gens. En fait, cela visait à abattre de vieux camarades, dirigeants de l'armée. Et il disait que ceci n'est pas en accord avec la pensée du président Mao et il ne faut pas oublier que la bande des Quatre était très, très liée avec Lin Piao. Alors tout de suite après que j'ai tenu ces propos-là, la bande des Quatre m'accusa d'être un élément réactionnaire antiparti.

A Changhaï, lorsqu'il y avait des gens qui se levaient contre Tchang Tchouen-kiao, il se défendait en disant qu'il faut attacher de l'importance à l'étude d'un article éditorial intitulé : «Traitons correctement les cadres». Les cadres du Parti, c'étaient les vieux révolutionnaires, mais en pratique il était un homme pragmatique et lâche parce que lorsqu'il traitait les autres camarades, vrais révolutionnaires, il ne soufflait mot de cet éditorial, alors que quand il était pris à partie il citait tout de suite cet éditorial là.

Je trouvais dans la personne de Tchang Tchouen kiao un élément pas du tout honnête.

Et puis, au cours de la Révolution culturelle, le président Mao avait donné une directive : il faut ramener les gens et surtout les jeunes qui sont attirés par les idées politiques bourgeoises dans le vrai prolétariat. Ceci veut dire qu'il fallait les rééduquer. Mais, j'ai constaté que le comportement de Tchang Tchouen-kiao n'est pas conforme à cette directive. Moi, en tant que jeune, je savais très bien que j'étais encore beaucoup influencée par pas mal d'idées de caractère petit-bourgeois. Mais j'étais sincère pour raconter ce que je pensais devant les vieux camarades. Alors les vieux camarades se comportaient comme le jardinier avec les fleurs, en m'encourageant dans la bonne voie, en me persuadant avec de la patience pour m'indiquer la juste voie à suivre. Alors que Tchang Tchouen-kiao c'était tout autre chose. Il était hypocrite. En apparence, il ne s'opposait pas à ce que je disais mais derrière il m'accusait sans aucune raison : ce n'est pas un comportement convenable de la part d'un cadre du Parti. Et puis, après avoir dénoncé tout ce que je viens de vous dire là, on m'a retirée de la troupe en me mettant dans une classe d'études. Je ne pouvais plus travailler, je ne pouvais plus danser. Cela dura plus de 6 mois.

Et puis 6 mois après, ils voulaient me présenter devant les camarades de la Troupe pour que je fasse une autocritique mais en m'interdisant de dire en détail sur quoi : surtout pour me faire dire que j'avais lancé un obus contre le quartier général du prolétariat. Non seulement, il ne m'était plus permis de danser, mais même de m'entraîner. Mon nom était rayé de la liste des artistes interprètes — et cela jusqu'à l'écrasement de la bande des Quatre. Cela veut dire que sans l'écrasement de la bande des Quatre, sans la décision clairvoyante du président Houa, j'aurais perdu toute ma carrière artistique, et je ne pourrais pas être avec vous aujourd'hui.

– Mais comment a réagi le reste de la troupe?

La camarade danseuse-étoile actuelle : Nous avons exprimé notre désapprobation et beaucoup de compassion et de sympathie. Il faut dire qu'à ce moment-là, le droit à la parole était déjà supprimé. On pouvait exprimer son mécontentement mais on ne pouvait pas prendre de décision. L'indignation ne trouvait pas le moyen de s'exprimer. Ceux qui résistent suivront la voie de la camarade. Par exemple, en 1975, le président Mao a donné une directive sur le film : «Les pionniers». Les artistes croyaient qu'ils pouvaient déjà exprimer leurs vrais sentiments. Quelques temps après, comme la direction était toujours contrôlée par les Quatre, quelques camarades ont même

été jetés en prison. A ce moment-là, la résistance se manifestait plutôt d'une autre façon : on se refusait à écrire, l'initiative des masses était étouffée.



Sheh Chun-chin, danseuse qui interprète «La Fille aux cheveux blancs».

Un autre acteur prend la parole : Bien sûr, cela explique d'autant plus la grande joie des masses lorsque la nouvelle de l'élimination des Quatre fut apportée. Ainsi l'indignation éclatait et la colère s'exprimait. C'était vraiment une seconde émancipation.

Le spectacle fut restauré aussi ; le spectacle que vous voyez est précisément celui qu'ont vu et apprécié le président Mao et Chou En-lai et celui très bien accueilli par les masses.

Le chanteur : Par exemple, il y avait des camarades très gravement malades, mais en apprenant cette nouvelle, ils sont descendus dans la rue plusieurs jours de suite, sans cesse ils ont manifesté et exprimé leur joie. Et la première chose que j'ai chantée ce fut pour acclamer l'écrasement de la bande des Quatre.

— Est-il vrai que la théorie des 3 contrastes (*) a été critiquée comme erronée au cours de la lutte contre la bande des Quatre. Est-il vrai qu'elle a été inventée par Kiang Tsing. En quoi est-elle erronée ?

Fondamentalement, l'art et la culture révolutionnaires résultent de la combinaison entre le romantisme révolutionnaire et le réalisme socialiste. La théorie des trois contrastes de par son dogmatisme ne s'applique pas à tous les genres. Essayez d'appliquer la théorie des trois contrastes à une peinture de style traditionnel, à un paysage. Essayez de l'appliquer à une chanson. De par sa rigidité, la théorie des trois contrastes était en opposition totale à la directive du président Mao. «Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent». Au nom de la théorie des trois contrastes, les Quatre avaient écarté toutes les œuvres qui ne leur plaisaient pas.

Ces trois contrastes se ramènent à un seul contraste, celui entre les masses chinoises et la bande des Quatre.

— Quels sont les rapports au sein de la Troupe ?

D'abord, très fréquemment nous nous rendons dans les usines, dans les communes populaires et dans les unités de l'armée, nous participons au travail manuel côte à côte avec eux comme apprentis, et le soir nous les écoutons raconter leur passé et leur travail actuel et nous leur donnons des représentations pour savoir ce qu'ils désirent sur la scène.

«La chanteuse aide à lever le rideau».

Sur la scène, il y a des rôles principaux et des rôles secondaires, mais c'est la division du travail. En dehors de la scène, dans la coulisse pour le montage de la scène, le travail manuel, tout le monde est égal. Dans la vie quotidienne, on s'entraide mutuellement. Par exemple, une danseuse étoile interprète un rôle principal dans cette pièce-ci mais un rôle secondaire dans l'autre pièce. Les danseurs, les chanteurs comme les musiciens ont aussi le devoir et le désir d'aider le technicien, le machiniste pour le décor, l'habillement, le transport du matériel, et c'est également vrai pour le directeur de la Troupe.

La directrice :

Par exemple, la musicienne et le chanteur là, ils interprètent des numéros en soliste, mais ils accompagnent aussi les autres solistes et puis la camarade chanteuse aide au lever du rideau de la scène parce que nous pensons que tout travail a sa valeur. Un travail n'a de valeur que quand il est profitable au peuple. On doit faire n'importe quel travail quand c'est nécessaire. Il n'y a pas un travail qui serait plus noble qu'un autre.

La théorie des trois contrastes :

* De tous les personnages, faire ressortir les personnages positifs.

* Des personnages positifs, faire ressortir les héros positifs.

* Des héros positifs, faire ressortir le héros principal.

La Troupe des ballets de Changhaï répond aux applaudissements du public (Photo HR).

